



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 6 JUILLET 1901.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

2333

Nominations

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 2 juillet 1901.

Présent : — Le LIEUTENANT GOUVERNEUR en Conseil.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer :

L'Honorable Simon Napoléon Parent, Premier et Ministre des Terres, Mines et Pêcheries ;

L'Honorable Horace Archambeault, Procureur-Général de la province de Québec ;

L'Honorable François Gilbert Méville Déchène, Ministre de l'Agriculture ;

L'Honorable Adélard Turgeon, Secrétaire de la province ;

L'Honorable Henry Thomas Duffy, Trésorier de la province ; et

L'honorable Lomer Gouin, Ministre de la Colonisation et des Travaux Publics.

2767

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 6th JULY, 1901.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

2334

Appointments

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 2nd July, 1901.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint :

The Honorable Simon Napoléon Parent, Prime Minister and Minister of Lands, Mines and Fisheries ;

The Honorable Horace Archambeault, Attorney-General of the province of Quebec ;

The Honorable François Gilbert Méville Déchène, Minister of Agriculture ;

The Honorable Adélard Turgeon, Provincial Secretary ;

The Honorable H. Thomas Duffy, Provincial Treasurer ;

The Honorable Lomer Gouin, Minister of Colonization and Public Works.

2768

No 900 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination d'un commissaire d'école catholique.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 28 juin dernier, 1901, de renommer M. Philippe Demers, avocat, C. R., et député à la Chambre des Communes, commissaire des écoles catholiques de la cité de Montréal, son terme d'office étant expiré.

2797

No 1088 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 2 de juillet courant, 1901, de renommer le Très Révérend Lennox Williams, D. D., commissaires des écoles protestantes de la cité de Québec, son terme d'office étant expiré.

2823

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 26 juin 1901, de nommer l'honorable Charles Langelier, avocat, conseil du Roi, de la cité de Québec, shérif du district de Québec.

2787

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 20 juin 1901, de nommer M. Louis Pierre Paul Cardin, notaire, de la cité de Montréal, juge de paix, en vertu des dispositions de l'article 2572 des S. R. P. Q., avec juridiction sur toute la province de Québec.

2789

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 26 juin 1901, de nommer l'honorable James John Guerin, M. D., et membre du Conseil Exécutif de la province de Québec, membre du comité catholique du Conseil de l'Instruction Publique.

2829

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 20 juin 1901, de nommer M. George Robert Smith, membre de l'Assemblée Législative pour le comté de Mégantic, demeurant à Thetford Mines, commissaire *per dedimus potestatem*, pour le district d'Arthabaska, en vertu de l'article 605 des S. R. P. Q.

2831

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 26 juin 1901, de nommer MM. Robert Craik, M. D., de la cité de Montréal et Pantaléon Pelletier, M. D., de la cité de Sherbrooke, membres du Conseil d'Hygiène de la province.

2833

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 26 juin 1901, de nommer M. Charles Edouard Blondin, notaire public, de la paroisse de Grand'Mère, dans le comté de Champlain, juge de paix, en vertu des dispositions de l'article 2572 des S. R. P. Q., avec juridiction sur le district des Trois-Rivières.

2835

No. 900 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of a catholic school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council, has been pleased, by order in council, dated the 28th of June last, 1901, to reappoint Mr. Philippe Demers, advocate, K. C., and member of the House of Commons, commissioner of the catholic schools of the city of Montreal, his term of office having expired.

2798

No. 1088 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of a school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 2nd of July instant, 1901, to re-appoint the Right Reverend Lennox Williams, D. D., protestant school commissioner of the city of Quebec, his term of office having expired.

2824

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 26th of June, 1901, to appoint the Honorable Charles Langelier, advocate, King's Council, of the city of Quebec, sheriff of the district of Quebec.

2788

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 20th of June, 1901, to appoint Mr. Louis Pierre Paul Cardin, notary, of the city of Montreal, a justice of the peace, according to article 2572 of the revised statutes of the province of Quebec, with jurisdiction over the whole province of Quebec.

2790

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 26th of June 1901, to appoint the honorable James John Guerin, M. D., and member of the Executive Council of the province of Quebec, a member of the catholic committee of the Council of Public Instruction.

2830

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 20th June, 1901, to appoint Mr. George Robert Smith, member of the Legislative Assembly for the county of Megantic, residing at Thetford Mines, commissioner *per dedimus potestatem*, for the district of Arthabaska, under the article 605 of the R. S. P. Q.

2832

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 26th of June, 1901, to appoint Messrs. Robert Craik, M. D., of the city of Montreal, and Pantaléon Pelletier, M. D., of the city of Sherbrooke, members of the Provincial Board of Health.

2834

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 26th of June, 1901, to appoint Mr. Charles Edouard Blondin, notary public, of the parish of Grand'Mère, in the county of Champlain, a justice of the peace under the provisions of article 2572 of the R. S. P. Q., with jurisdiction over the district of Three Rivers.

2836

Proclamations

Canada,
Province of }
Québec.
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT :

PROCLAMATION

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU que par
Proc.-Général. } l'article 2723 des
statuts refondus de la province de Québec, il est
entre autres choses décrété que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par proclamation, lorsqu'il le juge convenable pour les fins de l'administration de la justice, ordonner que la prison commune d'un district soit également la prison commune et la maison de correction d'un autre district ;

Et attendu qu'il est convenable pour les fins de l'administration de la justice que la prison commune du district de Saint-François, soit également la prison commune et la maison de correction du district d'Arthabaska.

A CES CAUSES, de l'avis du Conseil Exécutif de Notre province de Québec, Nous avons réglé et ordonné, et par les présentes réglons et ordonnons en vertu des dispositions du susdit article 2723 des dits statuts, qu'à partir de ce jour, la prison commune du district de Saint-François, sera également la prison commune et la maison de correction du district d'Arthabaska.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-CINQUIÈME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

ADELARD TURGEON,

2785

Secrétaire de la province par intérim.

Canada,
Province of }
Québec.
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU que pour
Proc.-Général. } la bonne adminis-
tration de la justice, dans le district de Pontiac, Nous avons jugé à propos d'établir une cour de circuit dans et pour le comté de Pontiac, à Ville-Marie, dans le dit district.

A CES CAUSES, par et de l'avis du Conseil Exécutif de Notre province de Québec, Nous avons réglé et ordonné, et par les présentes réglons et ordonnons qu'une cour de circuit dans et pour le

Proclamations

Canada,
Province of }
Québec.
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, KING, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } WHEREAS by ar-
Atty.-Genl. } ticle 2723 of the
Revised Statutes of the province of Quebec, it is amongst other things enacted that the lieutenant-governor in council may, by proclamation, whenever he shall deem the same expedient for the purposes of the administration of justice, order that the common gaol of a district shall also be the common gaol of another district ;

And whereas it is expedient for the purposes of the administration of justice that the common gaol of the district of Saint Francis, be also the common gaol of the district of Arthabaska.

THEREFORE, by and with the advice of the Executive Council of Our said province of Quebec, We have ordered and decreed and by these presents we do order and decree, in accordance with the provisions of the aforesaid article 2723 of the said statutes, that from and after this day the common gaol of the district of Saint Francis, shall also be the common gaol of the district of Arthabaska.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the said Province of Quebec. At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY-FIFTH day of JUNE, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and one, and in the first year of Our Reign.

By command,

ADELARD TURGEON,

2786

Interim provincial secretary.

Canada,
Province of }
Québec.
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, King, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } WHEREAS for the
Atty.-General. } good administra-
tion of justice in the district of Pontiac, in Our province of Quebec, We have deemed proper to establish a circuit court, in the county of Pontiac, at Ville-Marie, in the said district.

NOW KNOW YE that, by and with the consent of the Executive Council of Our province of Quebec, We have ordained and enacted, and by these presents, We do ordain and enact, that a circuit court

comté de Pontiac, à Ville-Marie, est établie, et que la dite cour se tiendra dans la salle publique de l'école modèle du village de Ville-Marie.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-CINQUIÈME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

ADELARD TURGEON,

2783 Secrétaire de la province par intérim.

Canada
Province de
Québec }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le ONZIÈME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le ONZIÈME jour du mois de JUIN mil neuf cent un, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et la plus grande commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, SAMEDI, le VINGTIÈME jour du mois de JUILLET prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTE, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce TREIZIÈME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

1853

in and for the county of Pontiac, at Ville-Marie, is established, and that the said court shall be held in the public hall of the model school of the village of Ville-Marie.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY FIFTH day of the month of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and one, and in the first year of Our Reign.

By Command,

ADELARD TURGEON,

Interim provincial secretary.

2784

Canada,
Province of
Quebec }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, King, Defender of the Faith, &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councilors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the ELEVENTH day of the month of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and one, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the ELEVENTH day of the month of JUNE, one thousand nine hundred and one, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear:

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on SATURDAY, the TWENTIETH day of the month of JULY next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAITH NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this THIRTEENTH day of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and one, and in the first year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,

Clerk of the Crown in Chancery,
Quebec.

1854

Avis du Gouvernement

Government Notices

No 1929.00.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 25 juin dernier, 1901, de détacher de la municipalité de Saint-François de Sales, comté de Laval, les lots suivants du cadastre de cette paroisse, savoir : Nos 1 jusqu'à 26 inclusivement, et Nos 193 jusqu'à 200 inclusivement, et de les ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Port Many."

No 73.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 25 juin dernier, 1901, de détacher de la municipalité scolaire de "Roseville", comté de Gaspé, les lots suivants du cadastre du canton de Sydenham, savoir : les Nos 9 jusqu'à 27, inclusivement, du premier rang sud du canton Sydenham, et de les ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Saint-Majorique."

Cette érection devant prendre effet que le 1er juillet 1901.

No 647.00.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 25 juin dernier, 1901, d'ériger en une municipalité scolaire distincte, pour les protestants seulement, sous le nom de municipalité scolaire protestante de "Grande-Frénère", dans le comté des Deux-Montagnes, les lots connus et désignés sur les plan et livre de renvoi officiels du village de Saint-Eustache, sous les numéros soixante et onze et cent quarante et un (71 et 141).

Dans la paroisse de Saint-Eustache, sous les numéros trente-sept, cinquante deux, deux cent, deux cent quatre, deux cent cinq, deux cent neuf, deux cent treize, deux cent quatorze, deux cent vingt, deux cent vingt-quatre, deux cent vingt-cinq, deux cent cinquante-neuf, deux cent soixante et dix, deux cent soixante et onze, deux cent soixante et douze, deux cent soixante et treize, deux cent soixante et dix-sept, deux cent quatre-vingt-dix-neuf, trois cent, trois cent deux et trois cent cinq (37, 52, 200, 204, 205, 209, 213, 214, 220, 224, 225, 259, 270, 271, 272, 273, 277, 299, 300, 302 et 305).

Dans la paroisse de Saint-Joseph, sous les numéros dix, cent soixante et trois, cent soixante et quatre, cent soixante et cinq, deux cent trente, trois cent soixante et quatorze, trois cent soixante et dix-neuf, trois cent quatre-vingt, trois cent quatre-vingt-un, trois cent quatre-vingt-quatre, trois cent quatre-vingt-douze et trois cent quatre-vingt-dix-huit (10, 163, 164, 165, 230, 374, 379, 380, 381, 384, 392 et 398).

Dans la paroisse de Saint-Benoit, sous les numéros huit, neuf, onze, cent vingt-neuf, cent quatre-vingt-trois, cent quatre-vingt-sept, deux cent un, deux cent quatre, deux cent quatorze, deux cent vingt, deux cent quarante-quatre, deux cent soixante et onze et deux cent soixante et treize (8, 9, 11, 129, 183, 187, 201, 204, 214, 220, 244, 271 et 273).

Cette érection prendra effet le 1er juillet 1901.

No. 1929.00.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a new school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 25th June last, 1901, to detach from the municipality of Saint François de Sales, county of Laval, the following cadastral lots of that parish, namely : Nos. 1 to 26, included, and Nos. 193 to 200, included, and to erect them into a distinct school municipality by the name of "Port Many."

No. 73-01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Erection of a new school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 25th June last, 1901, to detach from the school municipality of "Roseville", in the county of Gaspé, the following cadastral lots of the township of Sydenham, namely : Nos. 9 to 27, included, of the first range south of the township Sydenham, and to erect them into a distinct school municipality by the name of "Saint Majorique".

This erection, shall take effect only on the 1st of July, 1901.

No. 647.00.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a new school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 25th June last, 1901, to erect into a distinct school municipality, for Protestants only, by the name of "Protestant school municipality of "Grande Frénère," in the county of Two Mountains, the lots known and described on the official plan and book of reference of the village of Saint Eustache, as numbers seventy-one and one hundred and forty-one (71 and 141).

In the parish of Saint Eustache, as numbers thirty-seven, fifty-two, two hundred, two hundred and four, two hundred and five, two hundred and nine, two hundred and thirteen, two hundred and fourteen, two hundred and twenty, two hundred and twenty-four, two hundred and twenty-five, two hundred and fifty-nine, two hundred and seventy, two hundred and seventy-one, two hundred and seventy-two, two hundred and seventy-three, two hundred and seventy-seven, two hundred and ninety-nine, three hundred, three hundred and two and three hundred and five (37, 52, 200, 204, 205, 209, 213, 214, 220, 224, 225, 259, 270, 271, 272, 273, 277, 299, 300, 302 and 305).

In the parish of Saint Joseph, as numbers ten, one hundred and sixty-three, one hundred and sixty-four, one hundred and sixty five, two hundred and thirty, three hundred and seventy-four, three hundred and seventy-nine, three hundred and eighty, three hundred and eighty-one, three hundred and eighty-four, three hundred and ninety-two and three hundred and ninety-eight (10, 163, 164, 165, 230, 374, 379, 380, 381, 384, 392 and 398).

In the parish of Saint Benoit, as numbers eight, nine, eleven, one hundred and twenty-nine, one hundred and eighty-three, one hundred and eighty-seven, two hundred and one, two hundred and four, two hundred and fourteen, two hundred and twenty, two hundred and forty-four, two hundred and seventy-one and two hundred and seventy-three (8, 9, 11, 129, 183, 187, 201, 204, 214, 220, 244, 271, 273.)

This erection, will take effect on the 1st of July, 1901.

No 924.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 25 juin dernier, 1901, d'ériger en municipalité scolaire distincte la municipalité rurale d'Ascot Corner, comté de Sherbrooke, tel qu'érigée par l'Edouard VII, ch. 54, à l'exception des lots 3, 4 et 5 des rangs 1 et 2 du canton de Westbury.

Cette érection devant prendre effet le 1er juillet 1901. 2761

No 1441.99

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 25 juin dernier, 1901, de détacher de la municipalité scolaire d'Ahuntsic, comté d'Hochelega, les lots suivants du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, savoir : Nos 228, 230, 235, 238, 240, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 255, 258, 259, 261, 262, 273, 274, 275, 276 et 277, et de les annexer, pour les fins scolaires, à la "municipalité scolaire protestante du Sault-au-Récollet," dans le même comté. 2757

No 3552.00.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 25 juin dernier, 1901, de détacher de la municipalité de Saint-Séverin, comté de Champlain, les lots suivants, savoir : Nos 146 et 147, ainsi que la partie du lot No 158 appartenant à Xavier Massicotte, du cadastre de la paroisse de Saint-Tite, dans le même comté, et de les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de "Saint-Tite, paroisse."

Cette annexion devant prendre effet le 1er juillet 1901. 2759

No 262-01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 25 juin dernier, 1901, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Patrice de Beaurivage, comté de Lotbinière, les lots Nos 392 à 422 inclusivement du cadastre de la paroisse de Saint-Patrice, et de les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité scolaire de Sainte-Agathe No 2, dans le même comté.

Cette annexion devant prendre effet le 1er juillet 1901. 2753

No 637.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 25 juin dernier, 1901, de détacher de la municipalité scolaire de "Saint-François du Lac", comté d'Yamaska, les îles "Saint-Pierre" et "d'Embaras", et de les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité scolaire de "Sainte-Anne de Sorel", comté de Richelieu.

Cette annexion devant prendre effet le 1er juillet 1901. 2755

No. 924.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 25th June last, 1901, to erect into a distinct school municipality the rural municipality of Ascot Corner, county of Sherbrooke, such as erected by the 1st Edward the Seventh, ch. 54, excepting lots 3, 4 and 5 of ranges 1 and 2 of the township of Westbury.

This erection, to take effect on the 1st of July, 1901. 2762

No. 1441-99.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Fixing boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 25th June last, 1901, to detach from the school municipality of Ahuntsic, in the county of Hochelega, the following cadastral lots of the parish of Sault au Recollet, namely : Nos. 228, 230, 235, 238, 240, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 255, 258, 259, 261, 262, 273, 274, 275, 276 and 277, and to annex them, for school purposes, to the Protestant school municipality of "Sault au Recollet", in the same county. 2758

No. 3552.00.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Fixing boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 25th June last, 1901, to detach from the school municipality of Saint Severin, county of Champlain, the following lots, to wit : Nos. 146 and 147, as also part of No. 158, belonging to Xavier Massicotte, of the cadastre of the parish of Saint Tite, in the same county, and to annex them, for school purposes, to the municipality of "Saint Tite", parish.

Such annexation shall take effect on the 1st July, 1901. 2760

No. 262.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Fixing boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 25th June last, 1901, to detach from the school municipality of Saint Patrice de Beaurivage, county of Lotbinière, lots Nos. 392 to 422 inclusively, of the cadastre of the parish of Saint Patrice, and to annex them, for school purposes, to the municipality of Sainte Agathe No 2, in the same county.

This annexation, will come into effect on the 1st July, 1901. 2754

No. 637.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Fixing boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 25th June last, 1901, to detach from the school municipality of "Saint François du Lac", in the county of Yamaska, the islands "Saint Pierre" and "Embaras", and to annex them, for school purposes, to the municipality of "Sainte Anne de Sorel", county of Richelieu.

This annexation, shall take effect on the 1st July, 1901. 2756

No 1031.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de "Saint-François d'Assise de Frelighsburg," comté de Missisquoi, les lots suivants du cadastre de la seigneurie de Saint-Armand Est, savoir : Nos 447, 451, 452, 453, 454, 455 et 456, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Armand Ouest, dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet 1902. 2763

No 784.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 28 juin dernier, 1901, de détacher de la municipalité de "Saint-Gabriel Ouest", comté de Québec, les lots suivants du cadastre, savoir : Nos 53, 147, 148, 149, 150, 151, $\frac{1}{2}$ de 152, 153, 154, 155, 161, 163, 165, 225, 226, 227, 228, 229, 234, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 247, 248, 250, 251, 336A, 336, 364, 365, 366, 367, 441 et 443, et les ériger en municipalité scolaire distincte, pour les catholiques seulement, sous le nom de "Saint-Gabriel de Valcartier".

Cette érection devant prendre effet le 1er juillet (1901).

No 567.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 28 juin dernier, 1901, d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Cascades," comté de Soulanges, les lots suivants de la paroisse de Saint-Joseph de Soulanges, savoir : Nos 423 jusqu'à 447, inclusivement, subdivision : Partie de 446, de 448, de 449, de 450, de 451, de 452, de 453, de 454.

Cette érection prendra effet le 1er juillet 1901.

No 667.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 28 juin dernier, 1901, d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Saint-Alphonse de Caplan," comté de Bonaventure, la nouvelle paroisse canonique de "Saint-Alphonse de Liguori de la Rivière Caplan," avec les limites suivantes, savoir : bornée à l'ouest par la ligne de séparation entre les lots Nos 28 et 29 des rangs IV, V, VI, VII et VIII, du canton New-Richmond, au nord par la ligne qui sépare les terres non arpentées des lots Nos 29, 30, 31, 32 et 33, du VIIIe rang du dit canton de New-Richmond, partie par le trait-carré entre le XIIIe et le XIIe rang du canton Hamilton ; à l'est, partie sur les rangs XII, XI, X et IX du dit canton Hamilton, par la rivière Bonaventure jusqu'au point où elle rencontre la ligne qui sépare le lot No 18 du lot No 17, du IXe rang, du susdit canton Hamilton, partie par la dite ligne séparant le lot No 18 du lot No 17, des rangs IX, VIII, VII, VI et V, du dit canton jusqu'au trait-carré entre le IVe et le Ve rang du même canton ; au sud, partie par le trait-carré entre le IVe et le Ve rang du canton Hamilton. Cette ligne étant la limite nord de la paroisse de Saint-Charles de Caplan, partie par le

No. 1031-01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of "Saint François d'Assise de Frelighsburg," county of Missisquoi, the following cadastral lots of the seigniorie Saint Armand East, namely : Nos. 447, 451, 452, 453, 454, 455 and 456, and to annex them to the school municipality of "Saint Armand West," in the same county.

This annexation, if it is authorized, shall take effect only on the 1st of July, 1902. 2764

No. 784.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a new school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty-eight June last, 1901, to detach from the municipality of "Saint Gabriel West", county of Quebec, the following cadastral lots, to wit : Nos. 53, 147, 148, 149, 150, 151, $\frac{1}{2}$ of 152, 153, 154, 155, 161, 163, 165, 225, 226, 227, 228, 229, 234, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 247, 248, 250, 251, 336A, 336, 364, 365, 366, 367, 441, and 443, and to erect them into a distinct school municipality, for catholics only, by the name of "Saint Gabriel of Valcartier."

This erection is to take effect on the 1st of July, (1901).

No. 567.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a new school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 28th June last, 1901, to erect into a distinct school municipality, by the name of "Cascades," county of Soulanges, the following lots of the parish of Saint Joseph de Soulanges, namely : Nos. 423 to 447, inclusively, subdivision : Part of 446, of 448, of 449, of 450, of 451, of 452, of 453, of 454.

This erection will take effect the 1st July, 1901.

No. 667.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a new school municipality.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 28th June last, 1901, to erect into a distinct school municipality, by the name of "Saint Alphonse de Caplan", county of Bonaventure, the new canonical parish of Saint Alphonse de Liguori de la Rivière Caplan, with the following limits, namely : bounded on the west by the dividing line between lots Nos. 28 and 29 of the ranges IV, V, VI, VII and VIII, of the township New Richmond, to the north by the line which separate the lands undivided of lots Nos. 29, 30, 31, 32 and 33, of VIIIth range of said township of New Richmond, partly by the division line between the XIIIth and the XIIth ranges of the township Hamilton ; on the east, partly on the ranges XII, XI, X and IX of the said township Hamilton, by the river Bonaventure to the point where it meets the line which separates lot No. 18 from lot No. 17, of the IXth range, of the said township Hamilton, partly by the said line separating lot No. 18 from lot No. 17, of the ranges IX, VIII, VII, VI and V of the said township to the division line between the IVth and Vth ranges of the same township ; on the south, partly by the division line between the IVth and the Vth ranges

trait-carré entre les rangs III et IV du canton de New-Richmond.

Cette érection devant prendre effet le 1er juillet (1901.) 2773

No 751.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 28 juin dernier, 1901, de détacher les lots Nos 13, 14, 15, 16, 17, 18 et 19, de Grande Grève, comté de Gaspé, de la municipalité scolaire de Grande Grève, et les lots 7, 8, 9, 10, 11 et 12, de l'Anse de Gros Cap aux Os, ainsi que le lot 10, de la municipalité scolaire de l'Anse de Gros Cap aux Os, même comté, et les ériger en une municipalité scolaire distincte pour les protestants seulement, sous le nom de Seal Rock.

No 715.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 28 juin dernier, 1901, de détacher de la municipalité scolaire de Bowman et Denholm, dans le comté d'Ottawa, les lots de cadastre suivants, à savoir: Nos 15, 16, 18, 23, 24, 25 et 26 du rang III, et 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26 et 27 du rang IV; 2, 3, 18 et "A B" du rang V, A et "C B" du rang VI; 21 et 22 du rang VII; aussi du canton de Villeneuve, dans le dit comté, lots 2, 3 et $\frac{1}{2}$ de 4 du rang I, $\frac{1}{2}$ de 27, 28, 29, $\frac{1}{2}$ de 30, $\frac{1}{2}$ de 31 du rang II; $\frac{3}{4}$ de 28, 29, 32 et 33 du rang III; aussi la moitié de 3, 5 et 6 du rang IV, et les ériger en municipalité scolaire distincte, pour les protestants seulement, sous le nom de "Municipalité de High Falls," dans le dit comté d'Ottawa.

Cette érection devant prendre effet le 1er juillet 1901. 2777

No 72.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 28 juin dernier 1901, de détacher de la municipalité scolaire de Lingwick, comté de Compton, les lots suivants, savoir: Nos 1 et 2, du VIIIe rang, ainsi que les lots Nos 1 et 2, du VIIIe rang du canton de Lingwick, et de les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de "Bury", dans le même comté.

Cette annexion devant prendre effet le 1er juillet 1901. 2781

No 2012.00.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 28 juin dernier, 1901, d'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Sainte-Catherine de Hatley," la municipalité rurale de Sainte-Catherine de Hatley, comté de Stanstead, tel qu'érigée par 1 Edouard VII, chap. 55.

Cette érection devant prendre effet le 1er juillet 1901.

of the township Hamilton. This line being the north limit of the parish of Saint Charles de Caplan, partly by the division line between the ranges III and IV of the township of New Richmond.

This erection is to take effect on the 1st July, (1901.) 2774

No. 751.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Erection of a new school municipality.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 28th June last, 1901, to detach lots Nos. 13, 14, 15, 16, 17, 18 and 19, of Grande Grève, county of Gaspé, from the school municipality of Grande Grève, and lots 7, 8, 9, 10, 11 and 12, of l'Anse de Gros Cap aux Os, as well as lot 10, from the school municipality of l'Anse de Gros Cap aux Os, same county, and to erect them into a distinct school municipality, for protestants only, under the name of Seal Rock.

No. 715.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a new school municipality.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 28th June last, 1901, to detach from the school municipality of Bowman and Denholm, in the county of Ottawa, the following cadastral lots, to wit: Nos 15, 16, 18, 23, 24, 25 and 26 of range III; and 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26 and 27 of range IV; 2, 3, 18 and "A B" of the V range; A and "C B" of range VI; 21 and 22 of range VII. Also from the township of Villeneuve, in said county: lots 2, 3 and $\frac{1}{2}$ of 4 of range I: $\frac{1}{2}$ of 27, 28, 29, $\frac{1}{2}$ of 30; $\frac{1}{2}$ of 31 of range II; $\frac{3}{4}$ of 28, 29, 32 and 33 of range III; also one half of 3, and lots 5 and 6 of range IV, and to erect them into a distinct school municipality for protestants only, by the name of "High Falls" municipality, in the said county of Ottawa.

This erection to take effect on the 1st of July, 1901. 2778

No. 72.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundary of limits of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 28th June last, 1901, to detach from the school municipality of Lingwick, county of Compton, the following lots, namely: Nos. 1 and 2, of the VIIIth range, as well as lots Nos. 1 and 2, of the VIIIth range of the township of Lingwick, and to annex them, for school purposes, to the municipality of "Bury", in the same county.

This annexation will come into effect on the 1st July, 1901. 2782

No 2012.00.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a new school municipality.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 28th June last, 1901, to erect into a distinct school municipality by the name of "Sainte Catherine de Hatley," the rural municipality of Sainte Catherine de Hatley, county of Stanstead, such as erected by the 1st Edward VII, chap. 55.

This erection will take effect on the first of July 1901.

No 1835.00.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 28 juin dernier, 1901, d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Saint-Jacques de Parisville", la nouvelle paroisse de ce nom, dans le comté de Lotbinière, avec les mêmes limites qui lui sont assignées par la proclamation du 18 mars dernier, 1901.

Cette érection devant prendre effet le 1er juillet 1901. 2775

No 1050.98.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, en date du 28 juin dernier 1901, de révoquer l'arrêté en conseil No 241, en date du 9 juin 1899, concernant l'érection de la municipalité scolaire de "Mirabel", dans le comté des Deux-Montagnes. 2779

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du 28e jour de juin 1901, incorporant Edward Black Greenshields, George Brown Fraser, Edward Charles Barry Fetherstonhaugh, George Lighthall Cains, tous des cité et district de Montréal, marchands, et John Henry Armstrong, du même lieu, comptable, lesquels sont tous sujets anglais, pour les fins suivantes : d'acquies et prendre les affaires maintenant connue comme "The American Silk Waist Manufacturing Company", et de faire les affaires de manufacture et de vente de vêtements et d'habillements de toute sorte, sous le nom de "The American Silk Waist Manufacturing Company", avec un fonds social de cinquante mille piastres (\$50,000), divisé en cinq cents actions (500) de cent piastres (\$100) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-neuvième jour de juin 1901.

ADELARD TURGEON,

2793

Secrétaire de la province par interim.

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social" des lettres patentes ont été émises sous le grand sceau de la province de Québec, en date du 25e jour de juin 1901, incorporant James Ferrier, manufacturier ; John Torrance, agent de vaisseaux à vapeur ; Margaret Ferrier, épouse de John Torrance ; Robert Ferrier, Macfarlane, agent de passagers ; William Smail, gérant, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes : de manufacturer et de vendre des fers à cheval et clous ; de manufacturer et vendre des fers à cheval ; de faire toutes affaires en rapports ou nécessaires aux susdits objets, sous le nom de : "The Canada Horse Nail Company," avec un fonds social de cent mille piastres (\$100,000), divisé en mille actions (1,000) de cent piastres (\$100) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-septième jour de juin 1901.

ADELARD TURGEON,

2791

Secrétaire de la province par interim.

DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE.

Avis public est par les présentes donné que la société d'horticulture ci-après mentionnée, ayant transmis au département de l'Agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformée à toutes les exigences du statut 32 Victoria, chapitre 15, le soussigné autorise la formation de cette société qui est par les présentes, constituée en corporation.

No 1835.00.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a new school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 28th June last, 1901, to erect into a distinct school municipality, by the name of "Saint Jacques de Parisville" the new parish of that name, in the county of Lotbinière, with the same limits, as are assigned to it by the proclamation of the 18th of March last, 1901.

This erection will take effect on the first of July 1901. 2776

No. 1050.98.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 28th of June last, 1901, to revoke the order in council No 241, dated the 9th of June, 1899, concerning the erection of the school municipality of "Mirabel", in the county of Two Mountains. 2780

Public notice is hereby given that, under "The Joint Stock Companies Incorporation Act" letters patent have been issued under the great seal of the province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of June, 1901, incorporating Edward Black Greenshields, George Brown Fraser, Edward Charles Barry Fetherstonhaugh, George Lighthall Cains, all of the city and district of Montreal, merchants, and John Henry Armstrong, of the same place, accountant, all of whom are British subjects, for the following purposes : to acquire and take over the business known as "The American Silk Waist Manufacturing Company", and to carry on the business of manufacturing and selling garments and clothing of all kinds, under the name of "The American Silk Waist Manufacturing Company", with a total capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000), divided into five hundred shares (500) of one hundred dollars (\$100) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty-ninth day of June, 1901.

ADELARD TURGEON,

2794

Interim provincial secretary.

Public notice is hereby given that, under "The Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of June, 1901, incorporating James Ferrier, manufacturer ; John Torrance, steamship agent ; Margaret Watson Ferrier, wife of the said John Torrance ; Robert Ferrier MacFarlane, passenger agent, and William Smail, manager, all of the city and district of Montreal, for the following purposes : the manufacture and sale of horse-shoe and other nails ; the manufacture and sale of horse shoes ; any business incidental or allied to the above, under the name of "The Canada Horse Nail Company," with a total capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000), divided into one thousand shares (1,000) of one hundred dollars (\$100) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty-seventh day of June, 1901.

ADELARD TURGEON,

2792

Interim Provincial secretary.

AGRICULTURE DEPARTMENT.

Public notice is hereby given that the horticultural society hereinafter mentioned, having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the requirements of the statute 32 Victoria, chapter 15, the undersigned authorizes the formation of this society which is hereby constituted in corporation.

Dans le comté de Terrebonne, la société ci-dessous est autorisée sous le nom suivant, savoir :
 "La société d'horticulture de la division No 2, du comté de Terrebonne."

F. G. MIVILLE DECHENE,
 Ministre de l'Agriculture.
 Québec, 4 juillet 1901. 2837

A / IS

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., chap. 14, le bureau des examinateurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira à Québec, le 23 septembre 1901, pour l'examen des candidats qui désirent obtenir une licence de mesureur de bois.

E. E. TACHÉ,
 Sous-ministre.

Département des Terres,
 Mines et Pêcheries.
 4 juillet 1901. 2827

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 28 juin 1901.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 26 juin 1901, d'autoriser en faveur de Alfred Noé Deland, notaire public, de Saint-Jean d'Iberville, la transmission des minutes, répertoire et index de feu l'honorable Félix Gabriel Marchand et de feu Thomas Robert Jobson, en leur vivant notaires publics, en conformité des dispositions du code du notariat.

2751 ADELARD TURGEON,
 Secrétaire de la province par intérim.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre sont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :
 Adj. 7110.

Amherst.

Lots 5 et 6, du rang lettre "A" à Octave Godin.

Adj. 7111.

Lot 7, du 8e rang sud, à Toussaint Labelle.

Adj. 7112.

Lot 6, du 8e rang sud, à Joseph Labelle.

E. E. TACHÉ,
 Sous-ministre.

Département des Terres,
 Mines et Pêcheries.
 Québec, 2 juillet 1901.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les ventes, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Albanel.

3e rang.

Lot 16, à Joseph Rochette.

Lot 17, à Jos. Laprise.

Lot 18, à Adolphe Lavoie.

In the county of Terrebonne, the following society is authorized under the following name, to wit :
 "The horticultural society of division No. 2, of the county of Terrebonne."

F. G. MIVILLE DECHENE,
 Minister of Agriculture.
 Quebec, 4th July, 1901. 2838

NOTICE

Is hereby given that, in compliance with act the 54 Vict., chap. 14, the board of examiners of cullers of the province of Quebec shall meet at Quebec, on the 23rd September, 1901, in order to proceed to the examination of candidates desirous of obtaining license as lumber culler.

E. E. TACHÉ,
 Deputy Minister.

Department of Lands,
 Mines and Fisheries.
 4th July, 1901. 2828

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 28th June, 1901.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 26th June, 1901, to authorize in favor of Alfred Noé Deland, notary public, of Saint Jean d'Iberville, the transfer of the minutes, repertory and index of Honorable Félix Gabriel Marchand and Thomas Robert Jobson, in their lifetime, public notaries, in virtue of the provisions of the notarial code.

2752 ADELARD TURGEON,
 Interim Provincial secretary.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :
 Adj. 7110.

Amherst.

Lots 5 and 6, in range letter "A", to Octave Godin.

Adj. 7111.

Lot 7, in 8th range south, to Toussaint Labelle.

Adj. 7112.

Lot 6, in 8th range south, to Joseph Labelle.

E. E. TACHÉ,
 Deputy Minister.

Department of Lands,
 Mines and Fisheries.
 Quebec, 2nd July, 1901.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Albanel.

3rd range.

Lot 16, to Jos. Rochette.

Lot 17, to Jos. Laprise.

Lot 18, to Adolphe Lavoie.

4e rang.
 Lot 16, à Théod. Bilodeau.
 Lot 17, à Cyr. Bilodeau.
 Lot 20, à Henriette Gaulin.
 Lot 33, à Jos. Boulet.
 Lot 37, à Ferd. Garant.

5e rang.
 Lot 13, à Ant. Binet.
 Lot 14, à Jos. S. Hétu.

6e rang.
 Lots 14 et 15, à Alf. Morin.
 Lot 16, à Max. Gagné.
 Lot 17, à Mich. Guay.

Canton Pelletier.

5e rang.
 Lot A, à Ls. Desbiens.
 Lot B, à Ls. Desbiens.
 Lot C, à Donat Dufour.
 Lot D, à Emma Desbiens.
 Lot E, à Lydia Gauthier.
 Lot 1, à Eug. Tremblay.
 Lot 2, à Eug. Tremblay.
 Lot 3, à Adolphe Bouchard.
 Lot 4, à Adolphe Bouchard.
 Lot 5, à Armand Desbiens.
 Lot 7, à Maurice Gagnon.
 Lot 8, à Ths. Bergeron.
 Lot 9, à Chs. Potvin.
 Lot 10, à Adélard Gagnon.
 Lot 11, Jean Gagnon.
 Lot 12, à Ls. Gagnon.
 Lot 13, à Elz. Dufour.

Canton Dalmas.

1er rang.
 Lot 45, à N. Tremblay.
 Lot 46, à Arth. Fortin.
 Lot 47, à Johnny Claveau.
 Lot 48, à Ths. Bolduc.
 Lot 49, à Jos. Bolduc.
 Lot 50, à Alf. Jacques.

2e rang.
 Lot 61, à Ls. Dionne.
 Lot 62, à Ls. Dionne.
 Lot 63, à Ls. Dionne.

3e rang.
 Lot 13, à Edgard Bouchard.
 Lot 23, à Chs. Van de Kerchove.
 Lot 24, à J. O. C. Duguay.
 Lots 25, 26, à Frs. de la Bigue.
 Lots 67, 68, 69, à Timothée Bédard.
 Lots 36, 37, du 5e rang, à U. A. Bélanger, M. D.
 Lots 36, 37, du 6e rang, à Jos. Spénard.

7e rang.
 Lot 4, à Denis Bérubé.
 Lot 6, à Célestin Morin.
 Lot 7, à H. Morin, J. O. Guertin.

Canton Dolbeau.

4e rang.
 Lot 24, à Cirice Dufour.
 Lot 26, à Frs. Fortin.
 Lot 27, à Henry Savard.

E. E. TACHÉ,
 Sous-ministre.

Département des Terres,
 Mines et Pêcheries.
 Québec, 6 juillet 1901.

2825

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 18 juin 1901.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Joseph Onésime Paré, écuyer, notaire public, de la paroisse de la Baie Saint-Paul, comté de Charlevoix, district du Saguenay, par laquelle il demande le transfert en sa faveur, des minutes, répertoire et index du notaire Téléphore Fortin, en son vivant notaire public, de la paroisse de la Baie Saint-Paul, comté de Charlevoix, en vertu des dispositions du code du notariat (article 3685 des S. R. P. Q.).

ADELARD TURGEON,
 Secrétaire de la province par intérim.

2609-3

4th range.
 Lot 16, to Théod. Bilodeau.
 Lot 17, to Cyr. Bilodeau.
 Lot 20, to Henriette Gaulin.
 Lot 33, to Jos. Boulet.
 Lot 37, to Ferd. Garant.

5th range.
 Lot 13, to Ant. Binet.
 Lot 14, to Jos. S. Hétu.

6th range.
 Lots 14 and 15, to Alf. Morin.
 Lot 16, to Max. Gagné.
 Lot 17, to Mich. Guay.

Township Pelletier.

5th range.
 Lot A, to Ls. Desbiens.
 Lot B, to Ls. Desbiens.
 Lot C, to Donat Dufour.
 Lot D, to Emma Desbiens.
 Lot E, to Lydia Gauthier.
 Lot 1, to Eug. Tremblay.
 Lot 2, to Eug. Tremblay.
 Lot 3, to Adolphe Bouchard.
 Lot 4, to Adolphe Bouchard.
 Lot 5, to Armand Desbiens.
 Lot 7, to Maurice Gagnon.
 Lot 8, to Ths. Bergeron.
 Lot 9, to Chs. Potvin.
 Lot 10, to Adélard Gagnon.
 Lot 11, to Jean Gagnon.
 Lot 12, to Ls. Gagnon.
 Lot 13, to Elz. Dufour.

Township Dalmas.

1st range.
 Lot 45, to N. Tremblay.
 Lot 46, to Arth. Fortin.
 Lot 47, to Johnny Claveau.
 Lot 48, to Ths. Bolduc.
 Lot 49, to Jos. Bolduc.
 Lot 50, to Alf. Jacques.

2nd range.
 Lot 61, to Ls. Dionne.
 Lot 62, to Ls. Dionne.
 Lot 63, to Ls. Dionne.

3rd range.
 Lot 13, to Edgard Bouchard.
 Lot 23, to Chs. Van de Kerchove.
 Lot 24, to J. O. C. Duguay.
 Lots 25, 26, to Frs. de la Bigue.
 Lots 67, 68, 69, to Timothée Bédard.
 Lots 36, 37, of 5th range, to U. A. Bélanger, M. D.
 Lots 36, 37, of 6th range, to Jos. Spénard.

7th range.
 Lot 4, to Denis Bérubé.
 Lot 6, to Célestin Morin.
 Lot 7, to H. Morin, J. O. Guertin.

Township Dolbeau.

4th range.
 Lot 24, to Cirice Dufour.
 Lot 26, to Frs. Fortin.
 Lot 27, to Henry Savard.

E. E. TACHE,
 Deputy minister.

Department of Lands,
 Mines and Fisheries.
 Quebec, 6th July, 1901.

2856

SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 18th June, 1901.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, by Joseph Onésime Paré, esquire, notary public, of the parish of Baie Saint Paul, county of Charlevoix, district of Saguenay, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the notary Téléphore Fortin, in his lifetime notary public, of the parish of Baie Saint Paul, county of Charlevoix, in virtue of the provisions of the notarial code (art. 3685 R. S. P. Q.).

ADELARD TURGEON,
 Interim provincial secretary.

2610

LOI DES DIFFERENDS OUVRIERS DE QUEBEC.

(1 Ed. VII, chap. 31.)

AVIS.

En conformité des dispositions de la *Loi concernant les Conseils de Conciliation et d'Arbitrage pour régler les différends industriels*, toutes associations ou personnes ayant droit de voter pour le choix d'un membre de l'un ou de l'autre des Conseils, sont notifiées par les présentes d'avoir à communiquer au soussigné leur nom et adresse postale, le ou avant le premier jour d'août 1901.

FELIX MAROIS,
Greffier des Conseils de Conciliation
et d'Arbitrage.

Département des Travaux Publics,
Québec, 15 juin 1901.

2523-3

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelques privilèges exclusifs ou

THE QUEBEC TRADE DISPUTES ACT.

(1 Ed. VII, chap. 31.)

NOTICE.

Pursuant to the provisions of the *Act respecting Councils of Conciliation and of Arbitration for settling Industrial Disputes*, all associations or persons entitled to vote in the selection of a member for either Council, are hereby requested to give their name and postal address to the undersigned, on or before the first day of August, 1901.

FELIX MAROIS,
Registrar of Councils of Conciliation
and of Arbitration.

Department of Public Works,
Quebec, 15th June, 1901.

2524

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works, the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock company, the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the English and French languages, and in one newspaper in the English, and one newspaper in the French language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then in both languages in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other

nour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent la passation de sont déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

2329

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le

object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enacting any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queens printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE

2330

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and

déplacement de bureaux locaux ; soit pour le rearpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton ; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné ; et si il n'y a pas de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit en être annexé.

Les bills pour incorporer des villes ne devront contenir que les dispositions dérogeant à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause

individual or individuals any exclusive or peculia rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act.—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition ; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

When any bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

Bills for the incorporation of towns only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act

du statut général que "on désirera éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

(b) "Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés."

L. G. DESJARDINS
Greffier de l'Assemblée Législative.

2331

Avis Divers

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, savoir :

1° Le nom de la compagnie sera "The Richelieu Cordage Company."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée, est :

(a) De manufacturer et vendre de la corde et de la ficelle pour relieur ; d'acheter et vendre de la manille et de la fibre de chanvre et autres matériaux employés dans ce genre d'affaires de la dite compagnie ;

(b) D'acquérir la propriété et la manufacture appartenant à Henderson Black, situées dans la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, province de Québec, aussi matériel, engin et machines à être placés par lui, et nécessaires pour les fins de la compagnie et ses affaires ;

which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bill Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway-turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed hereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets :

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist ; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter ; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

(b) "A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly

2332

Miscellaneous Notices

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honour the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies incorporation act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders of the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned, viz :

1. The name of the company will be "The Richelieu Cordage Company."

2. The object for which incorporation is sought is :

(a) The manufacture and sale of cordage and binder twine and the purchase and sale of manila and sisal fibre and other material used in the business of the said company ;

(b) The acquisition of the property and factory belonging to Henderson Black, situate in the town of Saint Johns, in the district of Iberville and province of Québec, and of the plant, engine and machinery to be placed therein by him, necessary for the purposes of said company and its business ;

(c) D'acquérir tous tels autres biens immeubles, matériel et machines qui sont ou pourront devenir nécessaires pour l'exploitation des affaires de la dite compagnie.

3° Le bureau principal d'affaires de la dite compagnie sera dans la ville de Saint-Jean, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de \$75,000, divisé en 750 parts de \$100.00 chacune.

5° Les noms au long, adresse et résidence de chacun des requérants sont comme suit : Miles Edgar Agar, de la cité de Saint-Jean, dans la province du Nouveau Brunswick, marchand et manufacturier ; Henderson Black, de la ville de Saint-Jean, dans la province de Québec, gentilhomme ; William Anderson Campbell, de la ville de Saint-Jean, dans la province de Québec, marchand et manufacturier ; Frederick Lincoln Hall, de Saint-Jean, dans la province de Québec, gentilhomme, et Francis Charles Chubb, de la ville de Saint-Jean, dans la province de Québec, comptable.

6° Toutes les personnes ci-haut nommées seront les premiers directeurs de la dite compagnie et sont tous sujets de Sa Majesté.

GEO. R. W. KITTSON,
Avocat des requérants.

Montréal, 20 juin 1901.

270-2

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie est "The C. P. Company, limited."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est : de manufacturer et vendre des fournitures et des appareils électriques.

3° Le bureau principal de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal, province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de cinquante mille piastres.

5° Le nombre d'actions sera de cinq cents, et le montant de chaque action sera de cent piastres.

6° Les noms au long, adresse et résidence de chacun des requérants sont comme suit : Thomas Pringle, ingénieur hydraulique ; Annie Martha Knox, épouse séparée de biens d'Edward Egbert Cary, manufacturier, dûment autorisée par son dit mari ; Cecelia Marie Brennan, épouse séparée de biens de Robert Edmund Thomas Pringle, marchand, dûment autorisée par son dit mari ; Robert Edmund Thomas Pringle, marchand, et Edward Egbert Cary, manufacturier, tous de la dite cité de Montréal.

7° Les susdits requérants seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, tous résident en Canada et sont sujets de Sa Majesté.

DUNCAN McCORMICK,
Avocat des requérants.

Montréal, 24 juin 1901.

2705-2

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

(c) The acquisition of such other real estate, plant and machinery as may be or become necessary for the carrying on of the undertaking and business of said company.

3. The chief place of business and the head office of said company will be at the said town of Saint Johns, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of said company will be \$75,000, divided into 750 shares of \$100.00 each.

5. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Miles Edgar Agar, of the city of Saint John, in the province of New Brunswick, merchant and manufacturer ; Henderson Black, of the town of Saint Johns, in the province of Quebec, gentleman ; William Anderson Campbell, of the town of Saint Johns, in the province of Quebec, merchant and manufacturer ; Frederick Lincoln Hall, of Saint Johns, in the province of Quebec, gentleman, and Francis Charles Chubb, of the town of Saint Johns, in the province of Quebec, accountant.

6. All of the above named are to be the first directors of the said company and all being subjects of His Majesty.

GEO. R. W. KITTSON,
Attorney for applicants.

Montreal, 20th June, 1901.

2704

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies incorporation act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "The C. P. Company, limited."

2. The object for which such incorporation is sought is : the manufacture and sale of electrical supplies and apparatus.

3. The chief place of business of the said company will be in the city of Montreal, in the district of Montreal, province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of the said company will be fifty thousand dollars.

5. The number of shares will be five hundred, and the amount of each share will be one hundred dollars.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Thomas Pringle, hydraulic engineer ; Annie Martha Knox, wife separated as to property of Edward Egbert Cary, manufacturer, hereto duly authorized by her said husband ; Cecelia Marie Brennan, wife separated as to property of Robert Edmund Thomas Pringle, merchant, hereto duly authorized by her said husband ; Robert Edmund Thomas Pringle, merchant, and Edward Egbert Cary, manufacturer, all of the said city of Montreal.

7. That the above applicants are to be the first or provisional directors of the said company, and all reside in Canada, and are subjects of His Majesty.

DUNCAN McCORMICK,
Attorney for applicants.

Montreal, 24th June, 1901.

2706

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in council of the province of Quebec, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the Joint Stock Companies' Act, constituting the applicants hereinafter described, and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1° Le nom de la compagnie proposée sera "The Natashquan Iron Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : d'acquérir, exploiter et explorer certains terrains ferrugineux ou miniers dans les environs de la rivière Natashquan, dans la province de Québec, d'acquérir des patentes pour des séparateurs de minerais de fer magnétique à être utilisés en rapport avec icelles.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec. Le montant proposé du fonds social de la dite compagnie sera de cent mille piastres.

4° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont : Robert T. Hopper, marchand ; Robert C. Smith, C. R., avocat ; Jeffrey H. Burland, gentilhomme ; W. McLea Walbank, gérant ; Frederick H. Markey, avocat ; James C. McArthur, marchand ; Charles A. Barnard, avocat, tous de la dite cité de Montréal ; John G. Turriff, commissaire des Terres de la Puissance, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario ; Robert Stephen Cleave, avocat, de Shrewsbury, dans le comté de Shropshire, Angleterre, et Walter H. E. Jackson, courtier, de la cité de Londres, Angleterre.

Les dits Robert T. Hopper, Robert C. Smith et Charles A. Barnard, seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

SMITH, MARKEY & MONTGOMERY,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 26 juin 1901.

2725-2

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie projetée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom corporatif de la compagnie projetée sera "The Terrearult Steel and Malleable Iron Company."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est : d'exploiter un procédé pour transformer la fonte en acier ; forger et tremper le fer, l'acier et les métaux ; manufacturer, fondre et couler toute espèce d'instruments et articles en fer, fonte, acier et métal généralement ; acheter, vendre et faire le commerce de fer, articles en fer, fonte, acier et métal généralement ; acheter, louer ou acquérir autrement, et exploiter des carrières, mines, usines, magasins et entrepôts ; acheter, louer ou acquérir autrement, de quelque manière que ce soit ; vendre, construire et faire les travaux et bâtisses nécessaires pour l'objet de la compagnie.

3° Le siège principal des affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Saint-Henri, dans le district de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant projeté du fonds social de la dite compagnie sera de deux cent mille piastres, divisé en quatre mille actions de cinquante piastres chacune.

5° Les noms au long, occupation et adresse de chacun des requérants sont comme suit : Amédée Anaclet Bernard, médecin ; John Terrearult, manufacturier ; L. Edmour Bernard, avocat, tous trois de la cité de Saint-Henri, près de Montréal, dans la province de Québec ; Frank Pauzé, manufacturier, L. Arsène Bernard, pharmacien, ces deux derniers de la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Les dits Amédée Anaclet Bernard, John Terrearult, L. Arsène Bernard et Frank Pauzé seront les premiers directeurs de la compagnie.

CROSS & BERNARD,

Avocats des requérants.

Montréal, 6 juin 1901.

2491-4

1. The proposed corporate name of the company is "The Natashquan Iron Company."

2. The objects for which incorporation is sought are : for the purpose of acquiring, developing and exploring certain iron or mining properties in the vicinity of the River Natashquan, in the province of Quebec, and the acquisition of patents for magnetic iron ore separators to be used in connection therewith.

3. The chief place of business of the said company is to be at the city of Montreal, in the province of Quebec. The proposed capital stock of the said company is \$100,000.00.

4. The names in full and address of the applicants are : Robert T. Hopper, merchant ; Robert C. Smith, K. C., advocate ; Jeffrey H. Burland, gentleman ; W. McLea Walbank, manager ; Frederick H. Markey, advocate ; James C. McArthur, merchant ; Charles A. Barnard, advocate, all of the said city of Montreal ; John G. Turriff, Dominion Lands Commissioner, of the city of Ottawa, in the province of Ontario ; Robert Stephen Cleave, barrister, of Shrewsbury, in the county of Shropshire, England, and Walter H. E. Jackson, broker, of the city of London, England.

The said Robert T. Hopper, Robert C. Smith and Charles A. Barnard will be the first or provisional directors of the said company.

SMITH, MARKEY & MONTGOMERY,

Solicitors for applicants.

Montreal, 26th June, 1901.

2726

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, under the provisions of the joint stock companies' act, of the province of Quebec, for a charter of incorporation by letters patent, to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the company will be "The Terrearult Steel and Malleable Iron Company."

2. The objects for which the incorporation is sought are : to work and conduct a process for the transformation of pig-iron into steel ; to forge and temper iron, steel and metals ; to manufacture, melt and cast all kinds of instruments and articles of iron, cast-iron, steel and metal generally ; to buy, sell and trade in hardware and hardware articles, pig-iron, steel and metals generally ; to buy, lease or otherwise acquire, hold and work quarries, mines, work shops, stores and warehouses ; to buy, lease or acquire in any way whatsoever, sell, build and make such works and buildings as may be necessary for the purposes of the company.

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Saint Henry, in the district of Montreal, in the province of Quebec.

4. The proposed amount of capital stock of the said company will be two hundred thousand dollars, divided into four thousand shares of fifty dollars each.

5. The names in full, calling and address of each of the applicants are as follows : Amédée Anaclet Bernard, doctor of medicine ; John Terrearult, manufacturer ; L. Edmour Bernard, advocate, all three of the city of Saint Henry, near Montreal, on the province of Quebec ; Frank Pauzé, manufacturer, and L. Arsène Bernard, druggist, the two latter of the city of Montreal, in the province of Quebec.

The said Amédée Anaclet Bernard, John Terrearult, L. Arsène Bernard and Frank Pauzé are to be the first directors of the company.

CROSS & BERNARD,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 6th June, 1901.

2492.

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour obtenir un charte d'incorporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la "loi corporative des compagnies à fonds social," incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci après mentionnés :

1° Le nom de la Compagnie sera "The Shawinigan Lumber and Wood Working Company".

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est

(a) D'acquérir par achat ou autrement des étendues de terre à bois et de faire le commerce de bois ;

(b) Eriger ou acquérir des moulins à scie et à planer et outils et appareils pour travailler le bois, les mettre en opération et vendre leurs produits ;

(c) Faire en général les affaires de constructeur et entrepreneur ;

(d) Acquérir par achat ou autrement la propriété nécessaire pour faire les dites affaires ;

(e) Et en général de faire toutes choses requise et en rapport à l'exploitation des dites entreprises.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la municipalité des Chutes Shawinigan, province de Québec.

4° Le fonds social de la dite compagnie sera de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinquante actions de cent piastres chacune.

5° Les noms des requérants sont : Ulderic St. Onge, entrepreneur, de la municipalité des Chutes Shawinigan ; Charles Lafond, architecte, de la municipalité des Chutes Shawinigan ; Caroline Bousquet, épouse séparée de biens de Damasse Marson, marchande publique, gentilhomme, des cité et district de Montréal ; Richard K. Laflamme, gentilhomme, de Lyster, comté de Mégantic, P. Q. ; François Labelle, entrepreneur et constructeur, de la municipalité des Chutes Shawinigan.

Les premiers directeurs de la dite compagnie seront : Charles Lafond, architecte, de la municipalité des Chutes Shawinigan ; Ulderic St. Onge, entrepreneur, de la municipalité des Chutes Shawinigan ; François Labelle, entrepreneur et constructeur, de la municipalité des Chutes Shawinigan, tous de la province de Québec, lesquels sont tous sujets anglais.

N. K. LAFLAMME,
Procureur des requérants.

2555-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1289.

Dame Elizabeth Nicholson, de la cité et du district de Montréal, épouse de John Deegan, du même endroit, charretier, Demanderesse ;

vs

Le dit John Deegan, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette affaire.

STEPHENS & HUTCHINS,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 15 mai 1901. 2599-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 393

Dame Marie Louise Eugénie Côté, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Wilbrod Baril, manufacturier, du même lieu, Demanderesse ;

et

Le dit Joseph Wilbrod Baril, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée.

PELLETIER & LETOURNEAU,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 5 juin 1901. 2487.4

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by Letters Patent, under the provisions of the joint stock companies' act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The name of the company will be the "Shawinigan Lumber and Wood Working Company."

2. The object for which the incorporation is sought is :

(a) To acquire by purchase or otherwise tracts of timber lands and to engage in lumbering operations ;

(b) To erect or acquire saw and planing mills and wood working plants, to operate the same and to sell the products ;

(c) To conduct a general building and contracting business ;

(d) To acquire by purchase or otherwise the property necessary for the carrying on of the said businesses ;

(e) And generally to do any and all things that are requisite and incidental to the proper carrying out of the said undertakings ;

3. The chief place of business of the said company will be in the municipality of Shawinigan Falls, province of Québec.

4. The capital stock of the said company will be fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred shares of one hundred dollars each.

5. The names of the petitioners are : Ulderic St. Onge, contractor, of the municipality of Shawinigan Falls ; Charles Lafond, architect, of the municipality of Shawinigan Falls ; Caroline Bousquet, wife separate as to property of Demasse Marson, *marchande publique*, gentleman, of the city and district of Montreal ; Richard K. Laflamme, gentleman, Lyster, county of Megantic, P. Q. ; François Labelle, contractor and builder, of the municipality of Shawinigan Falls.

The first directors of the said company will be : Charles Lafond, architect, of the municipality of Shawinigan Falls ; Ulderic St. Onge, contractor, of the municipality of Shawinigan Falls ; François Labelle, contractor and builder, of the municipality of Shawinigan Falls, all of the province of Québec, and all of whom are british subjects.

N. K. LAFLAMME,
Attorney for applicants.

2560

Province of Quebec. }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1289.

Dame Elizabeth Nicholson, of the city and district of Montreal, wife of John Deegan, of the same place, carter, Plaintiff ;

vs

The said John Deegan, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted herein.

STEPHENS & HUTCHINS,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 15th May, 1901. 2600

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 393.

Dame Marie Louise Eugénie Côté, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Wilbrod Baril, manufacturer, of the same place, Plaintiff ;

and

The said Joseph Wilbrod Baril, Defendant.
An action for separation of property has been instituted.

PELLETIER & LETOURNEAU,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 5th June, 1901. 2488

Cour Supérieure—District de Saint-François.
No 177.

Cyrille Roy, commis marchand, village de Mégantic, dit district, a institué, ce jour, une action en séparation de corps et de biens contre son épouse, Elizabeth Mercier, du même lieu.

J. A. GAUDET,
Procureur du demandeur.
2659-2

4 juin 1901.

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 6808.

Dame Hattie M. Chamberlain, a institué ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Mark Stanbridge, du canton de Brome, district de Bedford, cultivateur.

C. A. NUTTING,
Procureur de la demanderesse.
Sweetsburg, 29 mai 1901. 2429.4

Superior Court—District of Saint Francis
No. 177.

Cyrille Roy, merchant's clerk, village of Mégantic, said district, has, this day, instituted an action for separation from bed and board against his wife, Elizabeth Mercier, of the same place.

J. A. GAUDET,
Attorney for plaintiff.
2660

4th June, 1901.

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 6808.

Dame Hattie M. Chamberlain, has, this day, taken out an action for separation as to property, against her husband, Mark Stanbridge, of the township of Brome, district of Bedford, farmer.

C. A. NUTTING,
Attorney for plaintiff.
Sweetsburg, 29th May, 1901. 2430

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
Dame Eulalie Boisvert, Demanderesse ;

vs
William R. Lefebvre, Défendeur.
Avis est par le présent donné que par un jugement de la cour en date du 28 juin 1901, j'ai été nommé curateur du susdit failli.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau, à Waterloo, P. Q., dans les trente jours.

H. E. ALLEN,
Curateur.
Waterloo, P. Q., 29 juin 1901. 2765

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
Avis est par le présent donné que David Smith et Emile Larivière, tous deux de la Rivière Sauvage, dans la paroisse de Sainte-Anne du Sault, commerçants, et y faisant affaires sous la raison sociale de "Smith & Larivière", ont fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, le 15 juin 1901, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district d'Arthabaska, conformément à la loi.

J. A. HEBERT,
Curateur.
Stanford, Qué., 28 juin 1901. 2811

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
In re Smith & Larivière, de la rivière Sauvage, dans la paroisse de Sainte-Anne du Sault, commerçants, Insolubles.
Avis est par le présent donné qu'en vertu d'une ordonnance de la cour, en date du 28 juin 1901, j'ai été nommé curateur aux biens des dits insolubles.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations, entre mes mains d'hui à trente jours.

J. A. HEBERT,
Curateur.
Stanford, Québec, 28 juin 1901. 2813

AVIS AUX CREANCIERS.

Dans l'affaire de Samuel Popliger, Failli.
Je, soussigné, Archibald W. Stevenson, de la cité de Montréal, comptable licencié, ai été nommé curateur dans cette affaire.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations devant moi sous trente jours.

A. W. STEVENSON,
Curateur.
Bank of Toronto Chambers,
Montréal, 2 juillet 1901. 2821

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court*
Dame Eulalie Boisvert, Plaintiff ;

vs
William R. Lefebvre, Defendant.
Notice is hereby given that by judgment of the court of the 28th June, 1901, I have been appointed curator to the estate of the above named insolvent. Claims must be filed at my office, Waterloo, P. Q., within thirty days.

H. E. ALLEN,
Curator.
Waterloo, P. Q., 29th June, 1901. 2766

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
Notice is hereby given that David Smith and Emile Larivière, both of the Rivière Sauvage, in the parish of Sainte-Anne du Sault, merchants, and acting there under the name of "Smith & Larivière", have on the 15th of June, 1901, made a judicial assignment of their property for the benefit of their creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Arthabaska, according to law.

J. A. HEBERT,
Curator.
Stanford, Que., 28th June, 1901. 2812

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court*
In re Smith & Larivière, of rivière Sauvage, in the parish of Sainte Anne du Sault, merchants, Insolvents.

Notice is hereby given that by an order of the court, on the 28th day of June, 1901, I have been appointed curator to the estate of the said insolvents.

The creditors are required to file their claims with me within thirty days.

J. A. HEBERT,
Curator.
Stanford, Quebec, 28th June, 1901. 2814

NOTICE TO CREDITORS

In the matter of Samuel Popliger, Insolvent.
I, the undersigned, Archibald W. Stevenson, of the city of Montreal, chartered accountant, have been appointed curator in this matter.

Creditors are requested to file their claims before me within thirty days.

A. W. STEVENSON,
Curator.
Bank of Toronto Chambers.
Montreal, 2nd July, 1901. 2822

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de A. T. Forbes & Co., Montréal,
Failli.

Avis est par le présent donné que le deuxième jour de juillet, par un ordre de la cour, le soussigné a été nommé curateur aux biens des dits faillis, abandonnés par eux pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites devant moi dans les trente jours de cet avis.

JOHN McD. HAINS,
Curateur.

Fraser Buildings, 43, rue Saint-Sacrement.
Montréal, 2 juillet 1901. 2769

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Johnny Regis, Failli.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de cette cour, en date du 28 juin 1901, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau, à Arthabaskaville, dans un délai de trente jours à compter du présent avis.

F. X. LEMIEUX,
Curateur.
2817

Arthabaskaville, 29 juin 1901.

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure*
Georges Ball, de Nicolet, Requéant ;
vs

Johnny Regis, Sainte-Clotilde de Horton,
Insolvable.

Avis est par le présent donné que le dit insolvable a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 15 juin 1901, au bureau du protonotaire de la dite cour.

J. E. METHOT,
Procureur du réquéant.
2815

Arthabaskaville 19 juin 1901.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
Dans l'affaire de Joseph Fortier, Montréal,
Failli.

Un second et dernier bordereau de dividende sur le produit des biens meubles, a été préparé et sera sujet à objection au bureau des sous-signés, jusqu'à lundi, le 22e jour de juillet 1901, après laquelle date les dividendes seront payés.

LAMARCHE & BENOIT,
Curateurs conjoints.

1709, rue Notre-Dame, Montréal.
Montréal, 6 juillet 1901. 2819

Vente d'immeuble en vertu des Actes concernant la Faillite.

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 1976.

Dans l'affaire de Alfred Lamontagne, de Québec, confiseur, Failli.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure de ce district le 18 juin courant, je procéderai à la vente à l'enchère à mon bureau, 119, rue Saint-Pierre, Québec, le DIX JUILLET 1901, à ONZE heures a.m., de l'immeuble délaissé par le dit insolvable, savoir : un immeuble portant le No 1139, du cadastre officiel pour le quartier Jacques-Cartier, en la cité de Québec, étant les Nos 191, 193 et 195, de la rue Charest, côté sud - circonstances et dépendances ; sujet à une rente annuelle foncière de \$8.00, payable le 29 septembre de chaque année, à l'Hôpital Général de Québec, et sujet au paiement par l'acquéreur des taxes municipi-

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of A. T. Forbes & Co., Montreal,
Insolvents.

Notice is hereby given that on Tuesday 2nd July, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said insolvents, abandoned by them for the benefit of their creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

JOHN McD. HAINS,
Curator.

Fraser Buildings, 43, Saint Sacrament street.
Montreal, 2nd July, 1901. 2770

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
In the matter of Johnny Regis, Insolvent.

Notice is hereby given that by a judgment of this court, dated the 28th day of June, 1901, I was appointed curator to the estate of the said insolvent.

The creditors of the said insolvent are requested to file their claims in my office, at Arthabaskaville, between thirty days from this notice.

F. X. LEMIEUX,
Curator.
2818

Arthabaskaville, 29th June, 1901.

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
Georges Ball, of Nicolet, Plaintiff ;
vs

Johnny Regis of Sainte Clotilde de Horton,
Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has made an abandonment of his properties for the benefit of his creditors, the 15th June, 1901, at the office of the protonotary of said court.

J. E. METHOT,
Attorney for the plaintiff.
2816

Arthabaskaville, 19th June, 1901.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
In the matter of Joseph Fortier, Montreal,
Insolvent.

A second and final dividend sheet has been prepared and will be open to objection until Monday, the 22nd of July, 1901, at the office of the undersigned, after which date the dividends will be paid.

LAMARCHE & BENOIT,
Joint curators.

1709, Notre Dame street, Montreal.
Montreal, 6th July, 1901. 2820

Sale of Real Estates under Insolvents Acts.

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No 1976

In the matter of Alfred Lamontagne, of Quebec, confectioner, Insolvent.

Notice is hereby given that in conformity with a judgment of the superior court of this district, rendered on the 18th June instant, I will sell by auction, at my office, 119, Peter street, Quebec, on the TENTH day of JULY next (1901), at ELEVEN o'clock A. M., the immoveable property abandoned by said insolvent, to wit : An immoveable property designated as number 1139, of the official cadaster for Jacques Cartier ward, of the city of Quebec, being Nos. 191, 193 and 195, of Charest street, on the south side - circumstances and dependencies ; the whole subject to an annual ground rent of \$8.00, payable on the 29th September.

pales et scolaires, à la cité de Québec, à compter du jour de l'adjudication.

A. FAUCHER,
Curateur.
2735-2

Québec, 27 juin 1901.

Règle de Cour

Province de Québec, } *Cour Supérieure pour le*
District de Montréal. } *Bas Canada.*
No 579.

Le vingt-sixième jour de juin mil neuf cent un.

F. Dansereau, Demandeur ;
vs.
George Bradshaw, Défendeur ;
et
Colin C. Drew *et al*, Tiers-saisis ;
et
Charles Edward Archibald, Opposant.

Sur ordre de cette cour, donné le vingtième jour de juin courant, les créanciers du dit George Bradshaw, le défendeur en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de cette cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, accompagnées d'un état ou compte assermenté, en conformité aux articles 673 et 674 du Code de procédure civile.

2723-2 L. D. GAREAU,
Dép. P. C. S.

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : { MARGUERITE SCULLY,
No 3193. } Demanderesse ; contre
JOSEPH PEPIN, Défendeur, savoir :

Le lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre, sous le numéro deux A (2 A), du premier rang du canton de Shenley-Nord—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Beauce, en la paroisse de Saint-François de la Beauce, le SEIZIEME jour de JUILLET prochain, à MIDI.

JOSEPH POIRIER,
Bureau du Shérif, Shérif.
Village de Saint-Joseph, Beauce, 10 juin 1901.
2533-2

[Première publication, 15 juin 1901.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

of each year, to the General Hospital of Quebec, and subject also to the payment by the layer of municipal and school taxes which may payable to the city of Quebec, from the date of the adjudication.

A. FAUCHER,
Curator.
2736

Quebec, 27th June, 1901.

Rule of Court

Province of Quebec, } *Superior Court for*
District of Montreal. } *Lower Canada.*
No. 579.

The twenty-six day of June, one thousand nine hundred and one.

F. Dansereau, Plaintiff ;
vs.
George Bradshaw, Defendant ;
and
Colin C. Drew *et al*, Tiers-saisis ;
and
Charles Edward Archibald, Opposant.

Under the order of this court, given on the twentieth day of June instant, the creditors of the said George Bradshaw, the defendant in this cause, who have not already filed their claims, are now called upon to file them in this cause, in the office of the prothonotary of this court, within fifteen days after the date of the first insertion of the present notice, in the *Quebec Official Gazette*, accompanied by statement or account with proper vouchers, in accordance with articles 673 and 674 of the Code of civil procedure.

2724 L. D. GAREAU,
Dep. P. S. C.

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : { MARGUERITE SCULLY,
No. 3193. } Plaintiff ; against JOSEPH
PEPIN, Defendant, to wit :

The lot known and described on the official plan and book of reference of the cadastre, as number two A (2 A), of the first range of the township of Shenley North—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office of the county of Beauce, in the parish of Saint François de la Beauce, on the SIXTEENTH day of JULY next, at NOON.

JOS. POIRIER,
Sheriff's office, Sheriff.
Village of Saint Joseph, Beauce, 10th June, 1901.
2534

[First published, 15th June, 1901.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS*Cour Supérieure.—District de Bedford.*

Province de Québec, } **DAME MARIE-JOSEPH**
 District de Bedford. } **EVA-CARNILLA**
 No 6772. } **GIROUARD ALIAS EVA**

GIROUARD, ci-devant du canton de Bolton, partie Est, dans le district de Bedford, et maintenant de la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, épouse dûment séparée de corps et de biens de **François Molleur**, ci-devant du canton de Bolton, partie Est, commerçant et cultivateur, et maintenant absent de cette province, et particulièrement autorisée par la cour pour les présentes, Demanderesse ; contre les meubles et immeubles de **FRANÇOIS MOLLEUR**, ci-devant du canton de Bolton, partie Est, commerçant et cultivateur, et maintenant absent de cette province, Défendeur.

1° Une certaine lisière de terre formant partie du lot numéro 7, dans le 9e rang du canton de Bolton, partie Est, et maintenant connue et désignée sur les plan et livre de cadastre officiels du dit canton de Bolton, comme lot numéro onze cent soixante-dix (1170), contenant 53 acres en superficie, plus ou moins—avec maison et grange dessus construites.

2° Une autre lisière de terre faisant aussi partie du lot No 7, dans le 9e rang du dit canton de Bolton, dit district de Bedford, connue et désignée sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit cadastre du dit canton de Bolton, comme numéro onze cent soixante et onze (1171), contenant 53 acres, plus ou moins.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edouard de Eastman, dans le village de Eastman et district de Bedford, le DIX-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif,
 Sweetsburg, 2 juillet 1901.

Shérif.
 2795

[Première publication, 6 juillet 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Bedford.*

Province de Québec, } **TOUSSAINT COURTE-**
 District de Bedford. } **MANCHE, JUNIOR,**
 No 6782. } cultivateur, du canton de

Shefford, dans le district de Bedford, Demandeur ; contre les meubles et immeubles de **DAME MARIE LOUISE SAURETTE**, veuve et légataire universel par testament en pleine propriété de feu Narcisse Courtemanche, en son vivant cultivateur, du canton de Roxton, dans le district de Bedford, la dite Dame Marie Louise Saurette résidant à Tappville, dans l'état de Connecticut, un des états-unis d'Amérique, Défenderesse.

Partie des lots 20 et 21, dans le deuxième rang du canton de Roxton, dans le district de Bedford, maintenant connus sur les plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Roxton, sous les numéros de cadastre quatre-vingt-un (81) et quatre-vingt-trois (83), contenant cent vingt acres, plus ou moins—avec toutes les améliorations.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joachim de Shefford, dans le comté de Shefford et district de Bedford, le VINGTIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHS. S. COTTON,

Bureau du Shérif,
 Sweetsburg, 6 juin 1901.

Shérif.
 2501-2

[Première publication, 15 juin 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Bedford.*

Province de Québec, } **MICHAEL McGAU-**
 District de Bedford. } **VRAN**, du canton de
 No 6774. } Shefford, dans le district

de Bedford, cultivateur, Demandeur ; contre les meubles et immeubles de **JOHN KELPYN**, ci-devant de la ville de Richmond, dans le district de Saint-François, mais maintenant de la cité de Lowell, dans l'état de Massachusetts, un des états-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Bedford.*

Province of Quebec, } **DAME MARIE-JOSEPH**
 District of Bedford. } **EVA-CARNILLA**
 No. 6772. } **GIROUARD ALIAS EVA**

GIROUARD, formerly of the township of Bolton, East part, in the district of Bedford, but now of the town of Saint Johns, in the district of Iberville, wife duly separated as to bed and board of **François Molleur**, formerly of the township of Bolton, East part, trader and farmer, but now absent from this province, and specially authorized by the court for the purposes hereof, Plaintiff ; against the goods and lands of **FRANÇOIS MOLLEUR**, formerly of the township of Bolton, East part, trader and farmer, but now absent from this province, Defendant.

1. A certain tract of land forming part of lot number 7, in the 9th range of the township of Bolton, East part, and now known and designated on the official plan and book of the cadastre of said township of Bolton, as lot number eleven hundred and seventy (1170), containing 53 acres in superficies, more or less—with house and barn erected thereon.

2. Another tract of land being also part of lot No. 7, in the 9th range of said township of Bolton, in said district of Bedford, known and distinguished on the official plan and book of reference of said cadastre of said township of Bolton, as number eleven hundred and seventy-one (1171), containing 53 acres, more or less.

To be sold at the parish church door of Saint Edward of Eastman, in the village of Eastman, and district of Bedford, on the SEVENTEENTH day of AUGUST next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff Office,
 Sweetsburg, 2nd July, 1901.

Sheriff.
 2796

[First published, 6th July, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Bedford.*

Province of Quebec, } **TOUSSAINT COURTE-**
 District of Bedford. } **MANCHE, JUNIOR, farm-**
 No. 6782. } **er**, of the township of Shef-

ford, in the district of Bedford, Plaintiff ; against the goods and lands of **DAME MARIE LOUISE SAURETTE**, widow and universal testamentary legatee in full ownership of the late Narcisse Courtemanche, in his lifetime farmer, of the township of Roxton, in the district of Bedford, residing the said Dame Marie Louise Saurette at Tappville, in the state of Connecticut, one of the united states of America, Defendant.

Part of lots 20 and 21, in the second range of the township of Roxton, in the district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of said township of Roxton, as cadastral numbers eighty-one (81) and eighty-three (83), and containing one hundred and twenty acres, more or less—with all improvements thereon.

To be sold at the church door of the parish of Saint Joachim de Shefford, in the county of Shefford and district of Bedford, on the TWENTIETH day of JULY next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's office,
 Sweetsburg, 6th June, 1901.

Sheriff.
 2502

[First published, 15th June, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Bedford.*

Province of Quebec, } **MICHAEL McGAU-**
 District of Bedford. } **VRAN**, of the town-
 No. 6774. } ship of Shefford, in the dis-

trict of Bedford, farmer, Plaintiff ; against the goods and lands of **JOHN KELPYN**, heretofore of the town of Richmond, in the district of Saint Francis, but now of the city of Lowell, in the state of Massachusetts, one of the united states of Ame-

unis d'Amérique, légataire usufruitier par testament des biens et succession de feu Maggie Kelpyn, décédée, en son vivant de la ville de Waterloo, dans le dit district de Bedford, et Dame Lulu McGauvran, épouse commune en biens de Arthur W. Tonks, barbier, tous deux ci-devant de la ville de Richmond, et tous deux maintenant de la dite cité de Lowell, en sa qualité de légataire testamentaire en propriété des dits biens et succession de la dite Maggie Kelpyn, et le dit Arthur W. Tonks, tant personnellement comme ayant été commune en biens avec sa dite épouse, que pour l'autoriser pour toutes les fins de la présente action, Défendeurs.

Lot numéro quatre cent soixante et treize (473), du plan du cadastre et livre de renvoi du village, maintenant la ville de Waterloo, dans le comté de Shefford et district de Bedford; borné au nord par le lot numéro 472, au sud par les lots numéros 474, 475, à l'est par la rue Foster, et à l'ouest par le numéro 476, contenant 15,295 pieds, mesure anglaise—avec deux blocs en briques et autres bâtisses surélevées.

Pour être vendu comme appartenant au dit John Kelpyn, en usufruit, et à la dite Dame Lulu McGauvran, en propriété, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Bernardin de Waterloo, dans la ville de Waterloo et district de Bedford, le VINGT-SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 6 juin 1901. 2499-2
[Première publication, 15 juin 1901.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Kamouraska.

Fraserville, à savoir : } DAME ALMA DE ST-
No 2808. } DAUBIN et vir., De-
mandeurs; contre les immeubles de PANCRACE MORIN, Défendeur, c'est à savoir :

1° Une terre sise et située au premier rang de la paroisse de Notre-Dame du Lac, dans le comté de Temiscouata, étant les numéros cent vingt-huit et cent vingt-neuf (128 et 129), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse—sans bâtisse, circonstances et dépendances.

2° Un emplacement faisant partie du lot numéro quatre-vingt-quatorze (94), du même cadastre, contenant soixante pieds de front sur environ cent cinquante pieds de profondeur; borné à l'est au Lac Temiscouata, à l'ouest à la ligne du chemin de fer Temiscouata, au nord à Moïse Morin, et au sud à Arthur Chamberland—avec un moulin à scie et à bardeaux, tous leurs accessoires. A charge par le ou les adjudicataires des dits trois lots de payer à Moïse Morin, le père du défendeur, une rente viagère de dix piastres par an.

Pour être vendus à la porte de l'église de Notre-Dame du Lac Temiscouata, MERCREDI, le SEPTIEME jour d'A. U. T. prochain, à TROIS heures de l'après-midi. Bref rapportable suivant la loi.

J. ELZ. POULIOT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Fraserville, 4 juillet 1901. 2845
[Première publication, 6 juillet 1901.]

rica, testamentary usufructuary legatee of the estate and succession of the late Maggie Kelpyn, deceased, in her lifetime of the town of Waterloo, in said district of Bedford, and Dame Lulu McGauvran, wife common as to property of Arthur W. Tonks, barber, both heretofore of said town of Richmond, and both now of said city of Lowell, in her capacity of testamentary legatee in ownership (*en propriété*) of the said estate and succession of said late Maggie Kelpyn, and the said Arthur W. Tonks, as well personally as being in common as to property with his said wife, as for the purpose of authorizing her for all the purposes of the present action, Defendants.

Lot number four hundred and seventy-three (473), of the cadastral plan and book of reference of the village, now the town of Waterloo, in the county of Shefford and district of Bedford; bounded north by lot number 472, south by lots numbers 474, 475, east by Foster street, and west by number 476, containing 15,295 feet, english measure—with two brick blocks and other buildings thereon.

To be sold as belonging to the said John Kelpyn, in usufruct, and to the said Dame Lulu McGauvran, in ownership, at the parish church door of Saint Bernardin de Waterloo, in the town of Waterloo and district of Bedford, on the TWENTY-SEVENTH day of JULY next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's office, Shérif.
Sweetsburg, 6th June, 1901. 2500
[First published, 15th June, 1901.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Kamouraska.

Fraserville, to wit: } DAME ALMA DE ST.
No. 2808. } DAUBIN et vir., Plaintiffs;
against the immovables of PANCRACE MORIN, Defendant, to wit :

1. A land situate and being in the first range of the parish of Notre-Dame du Lac, in the county of Temiscouata, being the numbers one hundred and twenty-eight and one hundred and twenty-nine (128 and 129), of the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish—without buildings, circumstances and dependencies.

2. A lot forming part of lot number ninety-four (94), of the same cadastre, containing sixty feet in front by about one hundred and fifty feet in depth; bounded on the east by Lake Temiscouata, on the west by the Temiscouata railway line, on the north by Moïse Morin, and on the south by Arthur Chamberland—with a saw mill and shingle mill and all their accessories. Subject to the charge upon the purchase or purchasers of the said three lots of paying to Moïse Morin, the defendant's father, a life rent of ten dollars a year.

To be sold at the church door of Notre-Dame du Lac Temiscouata, on WEDNESDAY, the SEVENTH day of AUGUST next, at THREE o'clock in the afternoon. Writ returnable according to law.

J. ELZ. POULIOT,

Sheriff's Office, Shérif.
Fraserville, 4th July, 1901. 2846
[First published, 6th July, 1901.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **HORMIDAS BARIBEAU**,
No 224. } industriel, de la paroisse de Saint-Paulin, comté de Maskinongé, district des Trois-Rivières ; contre les terres et tenements mentionnés et décrits dans la cédule marquée "A", annexée au bref en cette cause, de **FRANÇOIS XAVIER CARLE**, entrepreneur, de la cité et du district de Montréal, es-qualité de tuteur, dûment nommé à Henri Ouellette, garçon mineur, du même lieu, Défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur es-qualité, l'immeuble suivant, savoir :

Un terrain sis et situé dans le quartier Saint-Louis, dans la cité de Montréal, district de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis, sous le numéro quarante et un (41) ; borné en front par la rue Cadieux, et portant le numéro civique (30) trente, de la dite rue—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le **HUITIEME** jour d'**AOUT** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif,
Montréal, 2 juillet 1901.

Shérif.
2771

[Première publication, 6 juillet 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **DOLPHE MATHIEU**,
No 1469. } avocat, de la cité et du district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de **PAUL THORN**, agent de la dite cité de Montréal, curateur dûment nommé à **Charles D. Nicholls**, absent, ci-devant commerçant, de la dite cité de Montréal, Défendeur.

La moitié indivise d'un lot de terre sis et situé en le village de la Longue Pointe ; bornée en front par le chemin public, et connue et désignée la dite moitié indivise comme partie du lot numéro trois cent quatre-vingt-douze (392), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue Pointe, comté d'Hochelaga—avec les bâtisses dessus construites.

Avis est par les présentes donné, que la vente de l'immeuble saisi en cette cause, et ci-haut décrit, qui devait avoir le deuxième jour de mai mil huit cent quatre-vingt-seize (1896), aura lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le **DEUXIEME** jour d'**AOUT** prochain, à **TROIS** heures de l'après-midi, suivant ce jugement de l'Honorable juge **Mathieu**, en date du 18 juin 1901.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif,
Montréal, 2 juillet 1901.

Shérif.
2803

[Première publication, 6 juillet 1901.]

MANDAT DU CURATEUR.**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **CHARLES W. PHILLIPS**,
No 122. } de la cité et du district de Montréal, comptable, curateur dûment autorisé en vertu de l'article 879 du code de procédure civile de la province de Québec, comme curateur aux biens de **HENRY S. PHILLIPS**, de la cité et du district de Montréal, commerçant, faisant affaires ci-devant à Montréal avec Wm C. Phillips, qui était un associé particulier, sous la raison sociale de **H. S. Phillips & Cie.**, failli, et **A. S. Birchall**, requérant.

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **HORMIDAS BARIBEAU**,
No. 224. } artisan, of the parish of Saint Paulin, county of Maskinongé, district of Three Rivers ; against the lands and tenements mentioned and described in the schedule marked A, annexed to the writ in this cause, of **FRANÇOIS XAVIER CARLE**, contractor, of the city and district of Montreal, in his quality of tutor duly appointed to Henri Ouellette, minor son, of the same place, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant es-qualité, the following immovable, to wit :

A lot situate and being in Saint Louis ward, in the city of Montreal, district of Montreal, known and described on the official plan and book of reference of the said Saint-Louis ward, as number forty-one (41) ; bounded in front by Cadieux street, and bearing the civic number thirty (30), of the said street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **EIGHTH** day of **AUGUST** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office,
Montreal, 2nd July, 1901.

Sheriff.
2772

[First published, 6th July, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **DOLPHE MATHIEU**,
No. 1469. } advocate, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **PAUL THORN**, agent, of the said city of Montreal, curator duly appointed to **Charles D. Nicholls**, an absentee, formerly trader, of the said city of Montreal, Defendant.

The undivided half of a lot of land situate and being in the village of Longue Pointe ; bounded in front by the public road, said undivided half being known and designated as part of lot number three hundred and ninety-two (392), of the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe—with the buildings thereon erected.

Notice is hereby given that the sale of the immovable seized in this cause, and hereinabove described, which should have taken place on the second day of May, one thousand eight hundred and ninety-six (1896), will take place at my office, in the city of Montreal, on the **SECOND** day of **AUGUST** next, at **THREE** o'clock in the afternoon, pursuant to the judgment of the Honorable Judge **Mathieu**, dated the 18th of June, 1901.

J. R. THIBAUDEAU

Sheriff's Office,
Montreal, 2nd July, 1901.

Sheriff.
2804

[First published, 6th July, 1901.]

CURATOR'S WARRANT.**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **CHARLES W. PHILLIPS**,
No. 122. } of the city and district of Montreal, accountant, curator thereto duly authorized under article 879 of the Code of civil procedure of the province of Quebec, as curator to the property of **HENRY S. PHILLIPS**, of the city and district of Montreal, trader, heretofore carrying on business at Montreal with Wm. C. Phillips, who was a special partner, under the name and style of **H. S. Phillips & Co.**, insolvent, and **A. S. Birchall**, petitioner.

1° Un lot de terre situé dans la ville de Westmount, dans le comté d'Hochelaga, dans le district de Montréal, formant partie du lot numéro trois cent trente-six (336), aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal; borné comme suit: au nord-ouest par la rue Campbell, au sud-ouest par la partie du dit lot officiel, appartenant à Norman W. Trenholme ou ses représentants, au sud-est par la partie du même lot officiel, vendu par Archibald Dunbar Taylor à Robert MacKay, et au nord-est par la subdivision numéros 12A (12A), treize (13), et par une partie de la subdivision sept (7), du lot officiel numéro trois cent soixante et quatorze (374)—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

2° Six lots de terre formant un morceau de terre situé dans la ville de Sainte-Anne de Bellevue, dans le district de Montréal; quatre lots connus aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Anne du Bout de l'Isle, sous les numéros deux cent vingt-trois (223), deux cent vingt-quatre (224), deux cent vingt-six (226) et deux cent vingt-cinq (225); bornés en front par l'Avenue Grand-Tronc; à déduire des dits lots deux cent vingt-trois et deux cent vingt-quatre (223 et 224), de la dite terre, prise pour la rue de l'Eglise, tel que montré sur le plan de H. M. Perreault, et deux lots connus comme subdivisions huit (8) et neuf (9), du lot officiel connus sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse par le numéro deux cent cinq (205) de la dite subdivision huit (8); bornée en front par la rue de l'Eglise, et la subdivision neuf (9), formant l'encoignure de la rue de l'Eglise et de la cinquième avenue—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3° Quatre lots de terre situés dans le quartier Hochelaga, dans la cité de Montréal, connus comme subdivisions des lots numéros quarante-huit (48), quatre-vingt-sept (87), cent quarante (140) et cent quarante-six (146), du lot officiel connu sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, par le numéro quatre-vingt (80); bornés en front par la rue Moreau—sans bâtisse.

Pour être venus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le HUITIEME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du shérif, Montréal, 3 juillet 1901. Shérif. 3801
[Première publication, 6 juillet 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITE DE SAINTE-
No 1524. } CUNEGONDE DE
MONTREAL, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, dit district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements de WILLIAM BRUNET, de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, district de Montréal, et DESIRE BRUNET, absent de cette province, en des lieux inconnus, Défendeurs.

Saisi comme appartenant aux dits défendeurs.

Un lopin de terre sis et situé en la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, dans le comté d'Hochelaga, composé du lot numéro six cent vingt (620), et de la moitié nord-est du lot numéro six cent vingt et un ($\frac{1}{2}$ N. E. 621), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal; borné en front par la rue Richelieu—avec les bâtisses contenant cinq logements et autres dépendances sus érigées, le tout ne formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 3 juillet 1901. Shérif. 2799
[Première publication, 6 juillet 1901.]

1. A piece of land situate in the town of Westmount, in the county of Hochelaga, in the district of Montreal, forming part of lot number three hundred and thirty-six (336), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal; bounded as follows: to the north west by Campbell street, to the south west by the portion of the same official lot, belonging to Norman W. Trenholme or his representatives, to the south east by the portion of the same official lot, sold by Archibald Dunbar Taylor to Robert MacKay, and to the north east by subdivision numbers twelve A (12 A), thirteen (13), and by a part of subdivision seven (7), of official lot number three hundred and seventy-four (374)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Six lots of land forming one plot of land situate in the town of Sainte Anne de Bellevue, in the district of Montreal; four lots known on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Anne du Bout de l'Isle, by the numbers two hundred and twenty-three (223), two hundred and twenty-four (224), two hundred and twenty-six (226) and two hundred and twenty-five (225); bounded in front by Grand Trunk avenue; deduction to be made from said lots two hundred and twenty-three and two hundred and twenty-four (223 and 224), of said land as is taken for Church street, as shown on the plan of H. M. Perreault, and two lots known as subdivisions eight (8) and nine (9), of the official lot known on the official plan and book of reference of the said parish by the number two hundred and five (205) of the said subdivision eight (8); bounded in front by Church street, and the subdivision nine (9), forming the corner of Church street and fifth avenue—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. Four lots of land situate in the Hochelaga ward, in the city of Montreal, known as subdivision lots numbers forty-eight (48), eighty-seven (87), one hundred and forty (140) and one hundred and forty-six (146), of the official lot known on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, by the number eighty (80); bounded in front by Moreau street—without building.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montréal, 3rd July, 1901. Sheriff. 2802
[First published, 6th July, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Montréal, to wit: } THE CITY OF SAINTE-
No. 1524. } CUNEGONDE DE
MONTREAL, a body politic and corporate, having its principal business office in the city of Sainte-Cunégonde de Montréal, said district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of WILLIAM BRUNET, of the city of Sainte-Cunégonde de Montréal, district of Montreal, and DESIRE BRUNET, absent from this province, and of parts unknown, Defendants.

Seized as belonging to the said defendants.

A lot of land situate and being in the city of Sainte-Cunégonde de Montréal, in the county of Hochelaga, made up of lot number six hundred and twenty (620), and of the north east half of lot number six hundred and twenty-one (N. E. $\frac{1}{2}$ 621), of the official plan and book of reference of the parish of Montreal; bounded in front by Richelieu street—with the buildings containing five dwellings and other dependencies thereon erected, the whole forming only one and the same plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montréal, 3rd July, 1901. Sheriff. 2800
[First published, 6th July, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **N**APOLÉON RHEAUME,
No 404. } manufacturier, de la cité
de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tènements de **THOMAS F. G. FOISY**, manufacturier, de la cité et du district de Montréal, mais actuellement en la ville de Valleyfield, district de Beauharnois, Défendeur.

La moitié nord-ouest du lot numéro huit cent (800), du cadastre hypothécaire du quartier Saint-Louis, en la cité de Montréal, s'étendant de la rue Saint-Laurent à la rue Saint-Dominique, touchant au sud-est au résidu du dit lot numéro huit cent (800), et au nord-ouest au lot numéro huit cent un (801), contenant vingt-cinq pieds de largeur—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIX-HUITIÈME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif,

Montréal, 11 juin 1901.

[Première publication, 15 juin 1901.]

Shérif.

2535-2

MANDAT DE CURATEUR.**FIERI FACIAS DE TERRIS.***District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **J**OHAN M. M. DUFF,
No 53. } Curateur et Requérant,
dûment autorisé à l'effet des présentes en vertu de l'article 879 du code de procédure civile de la province de Québec, comme curateur aux biens de **JOHN HISLOP**, absent, Failli.

Un morceau de terre situé dans la paroisse de Saint-Laurent, contenant un arpent et demi de largeur sur trois arpents de profondeur, mesure française, sans garantie de mesure précise, formant partie du lot de terre connu et désigné comme étant le lot de terre (No 205) numéro deux cent cinq, sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Laurent, dans le comté de Jacques-Cartier ; borné en front par le chemin public, en arrière et d'un côté par le résidu du dit lot deux cent cinq (205), et de l'autre côté par Dame veuve Louis St. Aubin—avec toutes les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIX-HUITIÈME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif,

Montréal, 12 juin 1901.

[Première publication, 15 juin 1901.]

Shérif.

2553-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **N**APOLÉON RHEAUME,
No. 404. } manufacturer, of the city
of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **THOMAS F. G. FOISY**, manufacturer, of the city and district of Montreal, but actually in the town of Valleyfield, district of Beauharnois, Defendant.

The north west half of lot number eight hundred (800), of the registration cadastre of Saint Louis ward, in the city of Montreal, reaching from Saint Lawrence street to Saint Dominique street, adjoining on the south east the residue of the said lot number eight hundred (800), and on the north west lot number eight hundred and one (801), containing twenty-five feet in width—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office,

Montreal, 11th June, 1901.

[First published, 15th June, 1901.]

Sheriff.

2536

CURATOR'S WARRANT.**FIERI FACIAS DE TERRIS.***District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **J**OHAN M. M. DUFF, Curator
No. 53. } and Petitioner, thereto duly
authorized under article 879 of the code of civil procedure of the province of Quebec, as curator to the property of **JOHN HISLOP**, absentee, Insolvent.

A certain piece of ground situate in the parish of Saint Laurent, containing one arpent and a half in width by three arpents in length, french measure, without warranty as to precise measurement, and forming part of the lot of land known and designated as being lot of land (No. 205) number two hundred and five, upon the official plan and in the book of reference of the said parish of Saint Laurent, in the county of Jacques Cartier ; bounded in front by the public road, in rear and on one side by the remainder of said lot two hundred and five (205), and on the other side by Dame widow Louis St. Aubin—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of JULY next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office,

Montreal, 12th June, 1901.

[First published, 15th June, 1901.]

Sheriff.

2554

Ventes par le Shérif—Pontiac

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } **W**ILLIAM McFAR-
District de Pontiac. } LANE, du canton
No 407. } de Bristol, cultivateur,
Demandeur ; contre **WILLIAM G. WORKMAN**,
du dit canton de Bristol, cultivateur, Défendeur, à
savoir :

Partie du lot No six (6), dans le premier rang de Bristol, comté de Pontiac, décrit comme suit : commençant à un point sur le côté nord du chemin connu comme chemin de la Reine, courant à travers le dit lot, et 15 pieds est de la ligne de côté ouest du dit lot, traversant le dit chemin entre le dit lot et la terre du côté ouest appartenant à un nommé

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.*

Provinces of Quebec, } **W**ILLIAM McFAR-
District of Pontiac. } LANE, of the town-
No. 407. } ship of Bristol, farmer,
Plaintiff ; against **WILLIAM G. WORKMAN**,
of the said township of Bristol, farmer, Defendant,
to wit :

Part of lot No. six (6), in the first range of Bristol, county of Pontiac, described as follows : beginning at a point on the northern boundary of the road known as the Queen's road, running through said lot, and 15 feet east of the west side line of the said lot, intersecting said road between said lot and the land owned on the west of it by one D. Craig; thence, running along

D. Craig ; de là, courant le long de la ligne nord du dit chemin de la Reine, une distance de 514 pieds ; de là, nord parallèle à la dite ligne de côté jusqu'à la borne nord d'un certain étang sur le dit lot, maintenant connu comme l'étang du moulin jusqu'à un point 15 pieds est de la dite ligne de côté ; de là sud le long et à une distance de 15 pieds de la dite ligne de côté jusqu'au dit chemin de la Reine, le point de départ contenant neuf (9) acres de terre, plus ou moins—avec toutes les bâtisses et appartenances, moulins, écluses, rateliers, machines, appareils, fournitures, etc.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement, dans le village de Bryson, le DIX-SEPTIEME jour (17) de JUILLET mil neuf cent un, à DIX heures de l'avant-midi.

SIMON McNALLY,

Bureau du Shérif, Shérif.
Bryson, 11 juin 1901. 2569-2
[Première publication, 15 juin 1901.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS.
Circuit de Québec.

Québec, à savoir : } GEORGE LAMPSON,
No 4808. } écuyer, avocat, ET AL.,
de la cité de Québec ; contre ADAM ANDREW,
de la cité de Québec, bûcheron, à savoir :

1° Le terme non-expiré d'un bail emphytéotique pour 25 années, du premier mai 1879, du lot No 2523 (deux mille cinq cent vingt-trois), du cadastre officiel pour le quartier Champlain, cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Champlain—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances. Sujet à une rente emphytéotique de \$28.00 par année.

2° Le terme non-expiré d'un bail emphytéotique pour 30 années, du premier mai 1879, du lot No 2498 (deux mille quatre cent quatre-vingt-dix-huit), du cadastre officiel pour le quartier Champlain, cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Champlain—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances. Sujet à une rente emphytéotique de \$40.00 par année.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Québec, le VINGT-SIXIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. B. AMYOT,
Bureau du Shérif, Député Shérif
Québec, 20 juin 1901. 2653-2
[Première publication, 22 juin 1901.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour de Circuit—Rimouski.

No 5842. } LOUIS LEVESQUE, De-
mandeur ; vs ELZEAR
BLANCHET, Défendeur, savoir :

Tous les droits de défrichements, améliorations, bâtisses, et autres droits généralement quelconques que le dit Blanchet a et peut avoir sur :

1° La $\frac{1}{2}$ N. E. lot 19, 7e rang, canton Neigette, contenant 2 acres de front sur 25 de profondeur,

the northern boundary of the said Queens road, a distance of 514 feet; thence, north parallel with the said side line to the northern boundary of a certain pond of water on the said lot, now known as the mill pond to a point 15 feet east of the said side line ; thence south along and at a distance of 15 feet from the said side line to the said Queen's road, the place of beginning containing nine (9) acres of land; more or less—with all the buildings, outbuildings and appurtenances, mills, dams, racks, machinery, plant, fixtures, &c.

To be sold at the registry office, in the village of Bryson, on the SEVENTEENTH (17) day of JULY, one thousand nine hundred and one, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

SIMON McNALLY,

Sheriff's Office, Sheriff.
Bryson, 11th June, 1901. 2570
[First published, 15th June, 1901.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.
Circuit of Quebec.

Quebec, to wit : } GEORGE LAMPSON, esquire,
No. 4808. } advocate, *et al.*, of the city of
Quebec ; against ADAM ANDREW, of the city of
Quebec, bateau-man, to wit :

1. The unexpired term of an emphyteutic lease for 25 years, from the first of May, 1879, of lot No. 2523 (two thousand five hundred and twenty three), of the official cadastre for Champlain ward, city of Quebec, being an emplacement situated on Champlain street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to an emphyteutic rent of \$28.00 a year.

2. The unexpired term of an emphyteutic lease for 30 years, from the first of May, 1879, of lot No. 2498 (two thousand four hundred and ninety-eight), of the official cadastre for Champlain ward, city of Quebec, being an emplacement situated on Champlain street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to an emphyteutic rent of \$40.00 a year.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY-SIXTH day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. B. AMYOT,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Quebec, 20th June, 1901. 2654
[First published, 22nd June, 1901.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Circuit Court.—Rimouski.

No. 5842. } LOUIS LEVESQUE, Plain-
tiff ; vs. ELZEAR BLAN-
CHET, Defendant, to wit :

All the rights which the said Blanchet has or may have on :

1. The N. E. $\frac{1}{2}$ of lot 19, 7th range, township Neigette, containing two acres in front by 25

étant le No 19a, 7e rang, du cadastre officiel d'une partie du canton Neigette, paroisse de Saint-Anaclet.

2. La $\frac{1}{2}$ N. E. lot 19, 8e rang, canton Neigette, contenant deux acres de front sur 25 de profondeur, étant le No 19a, 8e rang, du cadastre officiel d'une partie du canton Neigette, paroisse de Saint-Anaclet.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Anaclet, le SEIZIÈME jour de JUILLET 1901, à DIX heures de l'avant-midi.

L. N. ASSELIN,

Bureau du Sherif,
Rimouski, 12 juin 1901.

Sherif.
2563-2

[Première publication, 15 juin 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—Comté de Rimouski.

No 402. } LOUIS HORACE CHOUINARD,
Demandeur ; contre ADOLPHE
ROY dit LAUZIER, Défendeur, savoir :

Une terre située au premier rang de la paroisse de Saint-Jérôme de Matane, contenant deux arpents de front sur quarante arpents de profondeur environ, étant le No 9, du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Jérôme de Matane—avec bâtisses sus-construites, circonstances et dépendances, à distraire l'emplacement de Paulin St. Louis.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jérôme de Matane, le DIX-SEPTIÈME jour de JUILLET 1901, à DIX heures de l'avant midi.

L. N. ASSELIN,

Bureau du Shérif,
Rimouski, 12 juin 1901.

Shérif.
2561-2

[Première publication, 15 juin 1901.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, } PIERRE DESAU-
Province de Québec, } TELS, Demandeur ;
District de St-Hyacinthe } contre LOUIS BOU-
No 24. } VIER, Défendeur.

1° Une terre située dans le rang Sainte-Hélène Est, dans la paroisse de Sainte-Hélène, comté de Bagot, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Sainte-Hélène, sous le numéro trois cent treize (No 313)—avec les bâtisses y construites.

2° Une terre située au même lieu, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Sainte-Hélène, sous le numéro trois cent quinze (No 315)—avec les bâtisses y construites.

3° Un lot de terre situé au même lieu, sur le rang Sainte-Hélène Ouest, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Sainte-Hélène, sous le numéro deux cent cinquante-trois (No 253)—avec les bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Hélène, le SEIZIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du Shérif,
Saint-Hyacinthe, 10 juin 1901.

Shérif.
2517-2

[Première publication, 15 juin 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, } ISAIE ST. LAU-
Province de Québec, } RENT, Deman-
District de Saint-Hyacinthe, } deur ; vs. PROSPER
No 28. } ST. GERMAIN ET
AL, Défendeurs.

in depth, being No. 19a, 7th range, of the official cadastre of a part of the township Neigette, parish of Saint Anaclet.

2. The N. E. $\frac{1}{2}$ of lot 19, 8th range, township Neigette, containing two acres in front by 25 in depth, being No. 19a, 8th range, of the official cadastre of a part of the township Neigette, parish of Saint Anaclet.

To be sold at the church door of the parish of Saint Anaclet, on the SIXTEENTH day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon.

L. N. ASSELIN,

Sheriff's Office.

Rimouski, 12th June, 1901.

[First published, 15th June, 1901.]

Sheriff.
2564

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—County of Rimouski.

No. 402. } LOUIS HORACE CHOUINARD,
Plaintiff ; against ADOLPHE
ROY dit LAUZIER, Defendant, to wit :

A land situate in the first range of the parish of Saint Jérôme de Matane, containing two arpents in front by about forty arpents in depth, being No. 9, of the official cadastre of the said parish of Saint Jérôme de Matane—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, reserving the lot of Paulin St. Louis.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jérôme de Matane, on the SEVENTEEN day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon.

L. N. ASSELIN,

Sheriff's Office,

Rimouski, 12th June, 1901.

[First published, 15th June, 1901.]

Sheriff.
2562

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

Canada, } PIERRE DESAU-
Province of Quebec, } TELS, Plaintiff ;
District of St-Hyacinth. } against LOUIS BOU-
No. 24. } VIER, Defendant.

1. A lot of land situate on the range Sainte Helene East, of the parish of Sainte Helene, Bagot county, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of Sainte Helene, as lot number three hundred and thirteen (No 313)—with the buildings thereon erected.

2. A lot of land situate at the same place, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of Sainte-Helene, as lot number three hundred and fifteen (No 315)—with the buildings thereon erected.

3. A lot of land situate at the same place, on the range Sainte Helene West, known and designated on the official plan and book of reference, as lot number two hundred and fifty-three (No. 253)—with the buildings.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Sainte Helene, on the SIXTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock of the forenoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office,

Saint Hyacinth, 10th June, 1901.

[First published, 15th June, 1901.]

Sheriff.
2518

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

Canada, } ISAIE ST. LAU-
Province of Quebec, } RENT, Plaintiff ;
District of Saint Hyacinth. } vs. PROSPER ST.
No. 28. } GERMAIN ET AL,
Defendants.

Saisi sur le défendeur Aimé St. Germain :

Un emplacement situé au village d'Upton, comté de Bagot, sur la rue Sainte-Hélène, de cent cinquante pieds de largeur sur la profondeur du lot ; tenant d'un côté à la ligne de division entre la paroisse de Saint-Ephrem d'Upton et le village d'Upton, de l'autre côté à Prosper St. Germain, en front à la rue Sainte-Hélène et à la profondeur à l'Œuvre de Fabrique de Saint-Ephrem, faisant partie du lot numéro cent trente-neuf, des plan et livre de renvoi officiels du village d'Upton—avec un moulin à farine dessus érigé et un engin et sa bouilloire, moulanges, courroies et autres machineries servant à l'exploitation du dit moulin.

Saisi sur le défendeur Prosper St. Germain :

Un emplacement situé au même lieu, faisant partie aussi du dit lot numéro cent trente-neuf (No 139), des plan et livre de renvoi officiels du village d'Upton ; borné d'un côté à Aimé St. Germain, de l'autre côté à Napoléon Gaulin ou représentants, en front à la rue Sainte-Hélène, et en arrière à l'Œuvre de Fabrique de Saint-Ephrem.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ephrem d'Upton, en le village d'Upton, le DIX-HUITIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 10 juin 1901. 2521-2
[Première publication, 15 juin 1901.]

Seized on defendant Aimé St. Germain :

A lot of land situate in the village of Upton, Bagot county, on Sainte Hélène street, having one hundred and fifty feet in width by the depth of the lot ; bounded on one side by the line dividing the parish of Saint Ephrem d'Upton, from the village of Upton, on the other side by Prosper St. Germain, in front by Sainte Hélène street, and in rear by land belonging to the Fabrique of Saint Ephrem, being part of lot number one hundred and thirty-nine, of the official plan and book of reference for the village of Upton—with a grist mill thereon erected, and one engine and its boiler, moulders, beltings and other machinery used for the working of said mill.

Seized on defendant Prosper St. Germain :

A lot of land situate at the same place, being also part of lot number one hundred and thirty-nine (No. 139), of the official plan and book of reference for the village of Upton ; bounded on one side by Aimé St. Germain, on the other side by Napoléon Gaulin or representatives, in front by Sainte Hélène street, and in rear by land of the Fabrique of Saint Ephrem.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint Ephrem d'Upton, in the village of Upton, on the EIGHTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock of the forenoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Hyacinth, 10th June, 1901. 2522
[First published, 15th June, 1901.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Cour Supérieure.*

District de Montréal, } **ONTARIO BANK, De-**
savoir : No 1811. } manderesse ; contre
WILLIAM DONAHUE ET AL, Défendeurs.

1° Un emplacement situé dans la paroisse de Sainte-Agathe des Monts, district de Terrebonne, composé de la partie des lots vingt-neuf, trente A et trente et un A (29, 30 A et 31 A), dans le quatrième rang du canton de Beresford, dans la dite paroisse, le dit emplacement mesurant sept arpents de profondeur sur toute la largeur des dits trois lots ; borné comme suit : en front par le Lac Manitou, en arrière par le lot No 28, de la dite paroisse, d'un côté au nord par le résidu des dits lots, et de l'autre côté au sud par le troisième rang du dit canton.

2° Un lot de terre situé dans le troisième rang du canton de Beresford, dans la dite paroisse de Sainte-Agathe des Monts, connu sous le numéro trente et un B (31 B), sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Agathe des Monts—avec la maison érigée sur les dits deux lots de terre.

Pour être vendus à la porte de l'église catholique du village de Sainte-Agathe des Monts, dit district, le DIX-SEPTIEME jour de JUILLET prochain (1901), à MIDI.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 10 juin 1901. 2531-2
[Première publication, 15 juin 1901.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Superior Court.*

District of Montreal, } **ONTARIO BANK, Plain-**
to wit : No. 1811. } tiff ; against **WILLIAM**
DONAHUE ET AL, Defendants.

1. A certain emplacement situate in the parish of Sainte Agathe des Monts, district of Terrebonne, composed of part of lots twenty-nine, thirty A and thirty-one A (29, 30 A and 31 A), in the fourth range of the township of Beresford, in the said parish, said emplacement measuring seven arpents in depth by the whole width of the said three lots ; bounded as follows : in front by Lake Manitou, in rear by lot No. 28, of the said parish, on one side to the north by the remainder of the said lots, and on the other side to the south by the third range of the said township.

2. A lot of land situate in the third range of the township of Beresford, in the said parish of Sainte Agathe des Monts, known as number thirty-one B (31 B), on the official plan and book of reference of the said parish of Sainte Agathe des Monts—with the house erected on said two lots of land.

To be sold at the catholic church door of the village of Sainte Agathe des Monts, said district, on the SEVENTEENTH day of JULY next (1901), at TWELVE of the clock, at NOON.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Shérif.
Sainte Scholastique, 10th June, 1901. 2532
[First published, 15th June, 1901.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Cour Supérieure—District des Trois Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **DAME OLIVE**
No 77. } **VALLEE,** Demanderesse; contre **CYRILLE PETIT** et **JOHNNY PETIT**, conjointement et solidairement, Défendeurs.

Comme appartenant à Johnny Petit, un des dits défendeurs solidaires :

Un emplacement situé dans le village de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, de la contenance de soixante et dix pieds de front au chemin public, et de cent cinq pieds de largeur à la profondeur, sur une profondeur de cent dix pieds dans la ligne sud-ouest et de cent dix-sept pieds dans la ligne nord-est sans aucune garantie de mesure précise, et faisant partie du lot numéro trois cent vingt-sept (327), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement de la dite paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel; borné et renfermé dans les limites suivantes : en front au dit chemin public, en profondeur à Luc Ducharme, joignant du côté nord-est à Charles Pleau dit Richard, et du côté sud-ouest au dit Luc Ducharme—avec maison et boulangerie et hangar, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame du Mont Carmel, le **SIXIEME** jour d'**AOÛT** prochain, à **DIX** heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 3 juillet 1901. 2843
[Première publication, 6 juillet 1901.]

Avis Divers

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
No 1559.

Dame Caroline (alias Carrie), Wheatly Shearer Nicholson, de la cité et du district de Montréal, épouse de **William Whitehead**, ci-devant du même lieu, pharmacien, maintenant résidant à Winnipeg, dans la province de Manitoba, Demanderesse;

vs.

Le dit **William Whitehead**, Défendeur.
Une action et demande en séparation des biens en cette cause a été instituée par la demanderesse.
McGOUN & ENGLAND,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 2 juillet 1901. 2841

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après nommées s'adresseront par requête, au lieutenant-gouverneur, pour obtenir des lettres patentes constituant les requérants et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires dans la compagnie projetée, en corps politique et incorporé, sous le nom et pour les fins ci-après, savoir :

- 1° Le nom proposé de la compagnie est "La Compagnie de l'Opéra Comique de Montréal".
- 2° Son but est de donner des représentations théâtrales et d'acheter, louer ou autrement acquérir des biens meubles et immeubles pour l'exercice du but qu'elle se propose.
- 3° Son siège principal : la cité de Montréal.

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Superior Court—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **DAME OLIVE VALLEE,**
No. 77. } Plaintiff; against **CYRILLE PETIT** and **JOHNNY PETIT**, joint and several, Defendants.

Seized as belonging to Johnny Petit, one of the said joint and several defendants :

A lot situate in the village of the parish of Notre Dame du Mont Carmel, containing seventy feet in front on the public road, and of one hundred and five feet in width in rear, by a depth of one hundred and ten feet on the south west line, and of one hundred and seventeen feet on the north east line, without any warranty of precise measurement, and forming part of the lot number three hundred and twenty-seven (327), of the official plan and book of reference of the registration cadastre of the parish of Notre Dame du Mont Carmel; bounded and comprised within the following limits: in front by the said public road, in rear by Luc Ducharme, adjoining on the north east side Charles Pleau dit Richard, and on the south west side the said Luc Ducharme—with a house, bakery, barn, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame du Mont Carmel, on the **SIXTH** day of **AUGUST** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 3rd July, 1901. 2844
[First published, 6th July, 1901.]

Miscellaneous Notices

Province of Québec, } *Superior Court.*
District of Montréal. }
No 1559.

Dame Caroline (or Carrie) Wheatly Shearer Nicholson, of the city and district of Montreal, wife of **William Whitehead**, heretofore of the same place, druggist, now residing in Winnipeg, in the province of Manitoba, Plaintiff;

vs.

The said **William Whitehead**, Defendant.
An action in separation of property herein has been instituted by plaintiff.
McGOUN & ENGLAND,
Attorneys for plaintiff
Montreal, 2nd July, 1901. 2842

Notice is hereby given that, one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter named shall apply by request to the Lieutenant Governor, for patent letters constituting the applicants and all other persons who may become shareholders of the proposed company, in a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit :

1. The proposed name of the company is "La Compagnie de l'Opéra Comique de Montréal".
2. Its object is to give theatrical representations, and to purchase, lease or acquire otherwise the moveable property or real estate for the exercise of its industry.
3. Chief place of business : the city of Montreal.

4° Le chiffre projeté du fonds social est de trente mille dollars, divisé en trois cents actions de cent dollars chacune.

5° Les noms des requérants : François-Xavier Bilodeau, comptable ; Alexandre Boiron, gérant de théâtre ; L. Alexandre Caron, comptable ; Paul Rose, hôtelier ; Théodore Daoust, architecte.

6° Les requérants qui résident tous en Canada, et qui sont, excepté un, sujets britanniques, seront les premiers directeurs.

GONZALVE DESAULNIERS,
Procureur des requérants.

Montréal, 4 juillet 1901.

2847

4. The proposed capital stock is thirty thousand dollars, divided into three hundred shares of one hundred dollars each.

5. The names of the applicants : François Xavier Bilodeau, accountant ; Alexandre Boiron, manager of theatre ; L. Alexandre Caron, accountant ; Paul Rose, hotel keeper ; Théodore Daoust, architect.

6. The applicants who reside in Canada, and who are, except one, british subjects, will be the first directors.

GONZALVE DESAULNIERS,
Attorney for applicants.

Montreal, 4th July, 1901.

2848

Avis de Faillites

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Kamouraska. }
Dans l'affaire de Gonzague Rioux, Trois Pistoles,
Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 27 juin 1901, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi, dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 4 juillet 1901.

2839

Bankrupt Notices

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Kamouraska. }
In the matter of Gonzague Rioux, Trois Pistoles,
Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the court, dated 27th June, 1901, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me, within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 4th July, 1901.

2840

Ratifications

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal, un acte de vente passé devant maître A. J. A. Roberge, notaire, le 18e jour de mars 1890, entre Thomas Kirkland, cultivateur, de la paroisse de Saint-Constant, et Octave Dumontet, en son vivant bourgeois, du village de Laprairie, étant une vente par le dit Thomas Kirkland au dit feu Octave Dumontet, d'une terre sise et située en la paroisse de Saint-Constant, de la contenance de 120 arpents en superficie, étant de forme irrégulière et se composant des numéros 28 et 104, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Constant—avec bâtisses ci-dessus construites, et en la possession, durant les trois dernières années, de Dame Marie St-Marie, de la paroisse de Laprairie, dans le district de Montréal, veuve de feu Octave Dumontet, en son vivant cultivateur, du même lieu, tant personnellement qu'en sa qualité de tutrice dument nommée à Angélique Dumontet, fille mineure, issue de son mariage avec le dit Octave Dumontet, laquelle tutelle dument homologuée par cette cour, en date du 11 juin 1901, Achille Dumontet, cultivateur, aussi du même lieu, et de Rosa Dumontet, fille majeure et usant de ses droits, de la cité de Montréal, dit district ; et toutes personnes réclamant quelque privilège et hypothèque sur le dit immeuble immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel le dit lot a été acquis par le dit feu Octave Dumontet, sont averties qu'il sera présenté à la dite cour, le 10 septembre 1901, une demande en ratification de titre ; et à moins que leur réclamation ne soient telles que le registrateur est tenu, par les dispositions du Code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the prothonotary of the superior court in the district of Montreal, a deed executed before Maître A. J. A. Roberge, notary, on the 18th day of March, 1890, between Thomas Kirkland, farmer, of the parish of Saint Constant, and Octave Dumontet, in his lifetime gentleman, of the village of Laprairie, being a sale by the said Thomas Kirkland to the said late Octave Dumontet, of a land situate and being in the parish of Saint Constant, containing 120 arpents in area, being of irregular shape and made up of numbers 28 and 104, of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Constant—with buildings thereon erected, and possessed, during the three years now last past, as proprietor, by Dame Marie St-Marie, of the parish of Laprairie, in the district of Montreal, widow of the late Octave Dumontet, in his lifetime farmer, of the same place, as well personally as in her quality of tutrix duly appointed to Angélique Dumontet, minor daughter, issue of her marriage with the said Octave Dumontet, said tutorship duly homologated by this court on the 11th of June, 1901, Achille Dumontet, farmer, also of the same place, and of Rosa Dumontet, spinster, in the enjoyment of her rights, of the city of Montreal, said district ; and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immoveable immediately before the registration of the deed by which the said lots were acquired by the said late Octave Dumontet, are hereby notified that application will be made to the said court, on the 10th day of September, 1901, for a judgment of confirmation of title ; and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the code of civil procedure, to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing, and

jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de ce faire.

EDMUND BARRY,
Député-protonotaire, C. S.

PELLETIER & LÉTOURNEAU,
Avocats des requérants.
Montréal, 26 juin 1901. 2807
[Première publication, 6 juillet 1901].

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal, un acte de vente passé devant maître F. X. N. Berthiaume, notaire, le 6e jour d'octobre 1891, entre Godefroi Boissy, alors cultivateur, de la paroisse de Saint-Bruno, de Dame Euphémie Daigneau, de la paroisse de Saint-Bruno dans le district de Montréal, alors veuve de feu F. X. Roy, étant une vente par le dit Godefroi Boissy à la dite Dame Euphémie Daigneau, d'une terre sise et située en la paroisse de Saint-Bruno, au rang Des Vingt, connue sous le No 338, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Bruno, pour et moyennant les prix et somme de \$1000,00, et en la possession durant les trois dernières années à titre de propriétaire, de la dite Dame Euphémie Daigneau, de la paroisse de Saint-Bruno dans le district de Montréal, ci-devant veuve de feu F. X. Roy, et maintenant épouse contractuellement séparée quant aux biens de Godefroi Boissy, cultivateur, du même lieu, en autant que besoin est pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur le dit immeuble immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel le dit lot a été acquis par la dite Euphémie Daigneau, sont averties qu'il sera présenté à la dite cour, le 10 septembre 1901, une demande en ratification de titre, et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registrateur soit tenu, par les dispositions du code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi, elles seront pour toujours forcloses du droit de ce faire.

EDMOND BARRY,
Député protonotaire C. S.

PELLETIER & LETOURNEAU,
Avocats du requérant.
Montréal, 28 juin 1901. 2805
[Première publication, 6 juillet 1901].

file the same in the office of the said prothonotary within six days after the said day, in default of which day will be forever precluded from the right of so doing.

EDMUND BARRY,
Deputy prothonotary, S. C.

PELLETIER & LETOURNEAU,
Attorneys for petitioners.
Montreal, 26th June, 1901. 2808
[First published, 6th July, 1901].

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the prothonotary of the superior court in the district of Montreal, a deed executed before Maître F. X. N. Berthiaume, notary, on the 6th of October, 1891, between Godefroi Boissy, then farmer, of the parish of Saint Bruno, and of Dame Euphemie Daigneau, of the parish of Saint Bruno, in the district of Montreal, then widow of the late F. X. Roy, being a sale by the said Godefroi Boissy to the said Dame Euphemie Daigneau, of a land situate and being in the parish of Saint Bruno, the range Des Vingt, known and described as No. 338, of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Bruno, for and in consideration of the price and sum of \$1,000, and which was possessed, as proprietor, for the three years now last past, by the said Dame Euphemie Daigneau, of the parish of Saint Bruno, in the district of Montreal, formerly widow of the late F. X. Roy, and now wife separated as to property by marriage contract by Godefroi Boissy, in so far as need be to authorize his said wife for the purposes hereof, and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immoveable immediately before the registration of the deed by which the said lots were acquired by the said Dame Euphemie Daigneau, are hereby notified that application will be made to the said court, on the 10th day of September, 1901, for a judgment of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the code of civil procedure, to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing, and file the same in the office of the said prothonotary, within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

EDMOND BARRY,
Deputy prothonotary S. C.

PELLETIER & LETOURNEAU,
Attorneys for petitioner.
Montreal, 28th June, 1901. 2806
[First published, 6th July, 1901].

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 27

ANNEXION DE MUNICIPALITÉS : — Demande d' : —
Divers lots de Saint-François d'Assise de Fre-
lighsburg à Saint-Armand-Ouest, comté de
Missisquoi, 1505.

ANNEXIONS DE MUNICIPALITÉS : — Des Iles Saint-
Pierre et d'Embaras à Sainte-Anne de Sorel,
comté de Richelieu, 1504 ; Divers lots de
Ahuntsic à Sault au Récollet, comté d'Hoche-
laga, 1504 ; Divers lots de Lingwick à Bury,
comté de Compton, 1506 ; Divers lots de
Saint-Patrice de Beauvillage à Sainte-Agathe,
comté de Lotbinière, 1504 ; Divers lots de
Saint-Séverin à la municipalité de Saint-Tite,
comté de Champlain, 1504.

ANNONCES : — Avis aux : — Concernant avis,
etc., 1499.

AVIS : — Loi relative aux différends ouvriers de
Québec, 1510.

BILLES PRIVÉS, P. Q. : — Avis au sujet des : — Assem-
blée législative, 1511 ; Conseil législatif, 1510.

EXAMEN DES CANDIDATS pour licence de mesureurs
de bois, 1508.

FAILLIS : — Forbes & Co, 1518 ; Fortier, 1518 ;
Lefebvre, 1517 ; Popliger, 1517 ; Regis, 1518 ;
Regis, 1518 ; Rioux, 1529 ; Smith & Larivière,
1517 ; Smith & Larivière, 1517.

LETRES PATENTES, DEMANDES DE : — La Cie de
l'Opéra Comique de Montréal, 1528 ; Shawini-
gan Lumber & Wood working Coy, 1516 ; The
C. P. Coy Limited, 1514 ; The Natashquan
Iron Coy, 1514 ; The Richelieu Cordage Coy,
1513 ; The Terreault Steel and Malleable Iron
Coy, 1515.

LETRES PATENTES EMISES : — The American Silk
Waist Coy, 1507 ; The Canada Horse Nail Coy,
1507.

MINUTES DES NOTAIRES, DEMANDE DE TRANSFERT : —
De Téléphore Fortin à Jos. Onézime Paré,
1509.

MINUTES DE NOTAIRES TRANSFÉRÉES : — De Hono-
rable F. G. Marchand et Rob. Jobson, à Alfred
Noé Deland, 1508.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES ÉRIGÉES : — Ascot Corner,
comté de Sherbrooke, 1504 ; Cascades, comté
de Soulanges, 1505 ; Grande Frenière, comté
des Deux Montagnes, 1503 ; High Falls, comté
d'Ottawa, 1506 ; Port Many, comté de Laval,
1503 ; Seal Rock, comté de Gaspé, 1506 ; Saint-
Alphonse de Caplan, comté de Bonaventure,
1505 ; Sainte-Catherine de Hatley, comté de
Stanstead, 1506 ; Saint-Gabriel de Yalcarter,
comté de Québec, 1505 ; Saint-Jacques de Paris-
ville, comté de Lotbinière, 1507 ; Saint-Majo-
rique, comté de Gaspé, 1503.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE RÉVOQUÉE : — Mirabel, comté
des Deux Montagnes, 1507.

NOMINATIONS : — Commissaires d'écoles : — Cité de
Montréal, 1500 ; Cité de Québec, 1500.
Commissaire per dedimus potestatem : — District
d'Arthabaska, 1500.

Juges de paix, en vertu de l'art. 2572, S. R. : —
District des Trois-Rivières, 1500 ; Province de
Québec, 1500.

Ministres provinciaux, 1499.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 27

MUNICIPALITIES ANNEXED : — Application for : —
Several lots of Saint François d'Assise de Fre-
lighsburg to Saint Armand west, county of
Missisquoi, 1505.

MUNICIPALITIES ANNEXED : — Of Iles Saint Pierre and
d'Embaras to Sainte Anne de Sorel, county of
Richelieu, 1504 ; Several lots of Ahuntsic to
Sault au Récollet, county of Hochelaga, 1504 ;
Several lots of Lingwick to Bury, county of
Compton, 1506 ; Several lots of Saint Patrice
de Beauvillage to Sainte Agathe, county of
Lotbinière, 1504 ; Several lots of Saint Séverin
to the municipality of Saint Tite, county of
Champlain, 1504.

ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting notices
&c., 1499.

NOTICE : — Law respecting the Quebec Trade Dis-
putes Act, 1510.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — Notices Respecting the : —
Legislative Assembly, 1511 ; Legislative Council,
1510.

EXAMINATION OF CANDIDATES for licence as lumber
culler, 1508.

INSOLVENTS : — Forbes & Co, 1518 ; Fortier, 1518 ;
Lefebvre, 1517 ; Popliger, 1517 ; Regis, 1518 ;
Regis, 1518 ; Rioux, 1529 ; Smith & Larivière,
1517 ; Smith & Larivière, 1517.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR : —
La Cie de l'Opéra Comique de Montréal, 1528 ;
Shawinigan Lumber & Wood working Coy,
1516 ; The C. P. Coy Limited, 1514 ; The
Natashquan Iron Coy, 1514 ; The Richelieu
Cordage Coy, 1513 ; The Terreault Steel and
Malleable Iron Coy, 1515.

LETTERS PATENT GRANTED : — The American Silk
Waist Coy, 1507 ; The Canada Horse Nail Coy,
1507.

MINUTES OF NOTARIES, APPLICATION FOR TRANSFER :
— From Téléphore Fortin to Jos. Onézime
Paré, 1509.

MINUTES OF NOTARIES TRANSFERRED : — From
Honorable F. G. Marchand and Rob. Jobson,
to Alfred Noé Deland, 1508.

SCHOOL MUNICIPALITY ERRECTED : — Ascot Corner,
county of Sherbrooke, 1504 ; Cascades, county
of Soulanges, 1505 ; Grande Frenière, county
of Two Mountains, 1503 ; High Falls, county
of Ottawa, 1506 ; Port Many, county of Laval,
1503 ; Seal Rock, county of Gaspé, 1506 ;
Saint Alphonse de Caplan, county of Bonaven-
ture, 1505 ; Sainte Catherine de Hatley, county
of Stanstead, 1506 ; Saint-Gabriel de Yalcarter,
county of Quebec, 1505 ; Saint Jacques
de Parisville, county of Lotbinière, 1507 ; Saint
Majorique, county of Gaspé, 1503 ;

SCHOOL MUNICIPALITY REVOKED : — Mirabel, county
of Two Mountains, 1507.

APPOINTMENTS : — School commissioners : — City of
Montreal, 1500 ; City of Quebec, 1500.
Commissioner per dedimus potestatem : — District
of Arthabaska, 1500.

Justices of the peace in virtue of article 2572 : —
District of Three Rivers, 1500 ; Province of
Québec, 1500.

Provincial ministers, 1499.

Membre du comité catholique du conseil de l'Instruction publique, 1500.

Membres du conseil d'hygiène de la province, 1500.

Sherif:—Québec, 1500.

PROCLAMATIONS:—Convocation des Chambres, 1502.
Cour de Circuit établies: Ville-Marie, comté de Pontiac, 1501; Prison commune de Saint-François et d'Arthabaska, 1501.

RATIFICATIONS: *Ex-parte*:—Dme Daigneau, 1530; Dme St. Marie *et al*, 1529.

RÈGLE DE COUR:—Dansereau vs. Bradshaw, 1519.

SÉPARATIONS DE BIENS:—Dmes Chamberlain vs Stanbridge, 1517; Côté vs Baril, 1516; Nicholson vs Deegan, 1516; Nicholson vs Whitehead, 1528.

SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:—Roy vs Dme Mercier, 1517.

SOCIÉTÉ D'HORTICULTURE:—Formation de:—La Société d'Horticulture de la division No 2, du comté de Terrebonne, 1507.

FERRÉS DE LA COUROYNE:—*Avis de cancellation, etc:*—Cantons Albanel, 1508; Amherst, 1508; Dalmas, 1509; Dolbeau, 1509; Pelletier, 1509.

VENTE D'IMMEUBLE:—Lamontagne, 1519.

VENTES PAR LES SHERIFS

BEAUCE:—Dme Scully vs Pepin, 1519.

BEDFORD:—Courtemanche vs Dme Saurette, 1520; Dme Girouard vs Molleur, 1520; McGauvran vs Kelpyn *et al*, 1520.

KAMOURASKA:—Dme St. Aubin *et vir* vs Morin, 1521.

MONTREAL:—Baribeau vs Carle *ès-qual*, 1522; Hislop, failli, 1524; La cité de Sainte-Cunégonde vs Brunet *et al*, 1523; Mathieu vs Thorn, 1522; Phillips vs Phillips, 1522; Rhéaume vs Foisy, 1524.

PONTIAC:—McFarlane vs Workman, 1524.

QUÉBEC:—Lampson *et al* vs Andrew, 1525.

RIMOUSKI:—Chouinard vs Roy, 1526; Levesque vs Blanchet, 1525.

SAINT-HYACINTHE:—Desautels vs Bouvier 1526; St. Laurent vs Germain *et al*, 1526.

TERREBONNE:—Ontario Bank vs Donahue *et al*, 1527.

TROIS-RIVIÈRES:—Dme Vallée vs Petit *et al*, 1528.

Member of catholic committee of the board of Public Instruction, 1500.

*Members of board of health:—*Province of Quebec, 1500.

*Sheriff:—*Quebec, 1500.

PROCLAMATION:—Parliament convoked, 1502; Circuit Court established: Ville Marie, county of Pontiac, 1501; Common gool of Saint François and Arthabaska, 1501.

RATIFICATIONS: *Ex-parte*:—Dme Daigneau, 1530; Dme St. Marie *et al*, 1529.

RULE OF COURT:—Dansereau vs Bradshaw, 1519.

SÉPARATIONS AS TO PROPERTY:—Dmes Chamberlain vs Stanbridge, 1517; Côté vs Baril, 1516; Nicholson vs Deegan, 1516; Nicholson vs Whitehead, 1528.

SEPARATION FROM BED AND BOARD:—Roy vs Dme Mercier, 1517.

HORTICULTURAL SOCIETY:—Formation of:—The Horticultural Society of division No. 2, of the county of Terrebonne, 1507.

CROWN LANDS:—*Notice of cancellation, etc:*—Townships Albanel, 1508; Amherst, 1508; Dalmas, 1509; Dolbeau, 1509; Pelletier, 1509.

SALE OF IMMOVABLE PROPERTY:—Lamontagne, 1519.

SHERIFF'S SALES

BEAUCE:—Dme Scully vs Pepin, 1519.

BEDFORD:—Courtemanche vs Dme Saurette, 1520; Dme Girouard vs Molleur, 1520; McGauvran vs Kelpyn *et al*, 1520.

KAMOURASKA:—Dme St. Aubain *et vir* vs Morin, 1521.

MONTREAL:—Baribeau vs Carle *ès-qual*, 1522; Hislop, insolvent, 1524; The city of Sainte Cunégonde vs Brunet *et al*, 1523; Mathieu vs Thorn, 1522; Phillips vs Phillips, 1522; Rhéaume vs Foisy, 1524.

PONTIAC:—McFarlane vs Workman, 1524.

QUEBEC:—Lampson *et al* vs Andrew, 1525.

RIMOUSKI:—Chouinard vs Roy, 1526; Levesque vs Blanchet, 1525.

SAINT HYACINTH:—Desautels vs Bouvier, 1526; St. Laurent vs Germain *et al*, 1526.

TERREBONNE:—Ontario Bank vs Donahue *et al*, 1527.

THREE RIVERS:—Dme Vallée vs Petit *et al*, 1528.